



Le Magazine de la FEANTSA - Fédération Européenne d'Associations Nationales Travaillant avec les Sans-Abris AISBL

Sans-abri en Europe

Printemps 2010

Le sans-abrisme
du point de vue
du genre



FEANTSA



DANS CE NUMERO

- 2 Editorial
- 4 Le sans abris en Europe: Le rôle des politiques d'égalité entre les femmes et les hommes
Bea Chityil
- 6 Genre et exclusion liée au logement: Les femmes sans domicile à Lisbonne
Ana Martins
- 9 L'Exclusion liée au logement des hommes: une apparente évidence
Dr. Jörg Fichtner
- 12 Les femmes et le sans-abrisme en Allemagne
Dr. Uta Enders-Dragässer
- 15 Femmes en errance, femmes en souffrance, au-delà des apparences: L'association «Femmes SDF» à leurs côtés
Marie-Claire Vanneville
- 17 Les femmes sans domicile en Hongrie
Katalin Szoboszlai
- 21 La nature des interventions dans les services d'aide aux sans-abri en fonction du genre: une étude australienne
Dr. Carole Zufferey
- 24 Mal-logement et genre en Belgique
Nicolas Bernard
- 26 «A la rue»: les travailleuses du sexe et le sans-abrisme
Elaine Batty, Rionach Casey et Kesia Reeve
- 29 S'attaquer aux problèmes des femmes confrontées au sans-abrisme
Jonathan P. Schwartz, Stephanie Chapman, Laura Cote González et Lori D. Lindley

LETTRÉS A L'ÉDITEUR

Nous aimerions vous donner l'opportunité de vous exprimer sur les articles qui ont parus dans ce numéro. Si vous souhaitez nous faire part de vos idées, réactions et remarques, n'hésitez pas à contacter la rédactrice en chef à l'adresse suivante:
suzannah.young@feantsa.org

Le sans-abrisme du point de vue du genre

Le thème du genre apparaît encore rarement comme sujet de recherche dans le domaine du sans-abrisme et serait négligé en tant qu'élément pouvant éclairer les expériences des personnes sans-abri. Les articles de ce numéro de *Sans-abri en Europe* montrent pourtant que les réalités des personnes sans-abri et exclues du logement peuvent être différentes selon le genre et suggèrent que les efforts en vue de mettre fin au sans-abrisme pourraient atteindre de meilleurs résultats en prenant en compte l'aspect du genre.

On peut interpréter le lien entre le genre et le sans-abrisme de plusieurs manières et ce lien peut concerner différents faits de vie: des causes du sans-abrisme qui touchent de manière disproportionnée les personnes d'un certain sexe, aux besoins et exigences disparates en matière de logement des services destinés aux personnes sans-abri pour différents sexes, en passant par les différentes réponses à la situation du sans-abrisme selon le genre de la personne, et une différence de traitement des prestataires de services selon le genre de l'utilisateur. La distinction entre le sexe biologique et le genre est utile si l'on veut considérer les expériences des personnes sans-abri: certaines situations sont liées aux caractéristiques physiques – différents besoins en matière de services de santé – et d'autres à la manière dont les interactions peuvent différer selon le genre de la personne en question.

Les articles suivants présentent différents exemples de la manière dont le genre peut influencer sur les expériences du sans-abrisme et de l'exclusion liée au logement en Europe et au-delà des frontières européennes, et analysent l'état des systèmes de protection sociale par rapport à l'égalité des sexes et au sans-abrisme. Ces articles ne prétendent pas dresser un panorama complet de la situation, mais ils mettent en exergue quelques exemples de l'interdépendance du genre et du sans-abrisme. Ce sont les expériences masculines et féminines du sans-abrisme qui sont étudiées, mais il convient de rappeler que le sans-abrisme peut toucher différemment tous les aspects du genre. Nombre des articles se concentrent sur les expériences des femmes, ce qui est important vu que les situations de sans-abrisme exclusivement féminines sont souvent négligées dans le débat sur le sans-abrisme.¹

Cependant, le manque relatif d'articles traitant des expériences du sans-abrisme chez les hommes pourrait indiquer un besoin de réaliser davantage de recherches dans ce domaine et d'admettre que le sans-abrisme parmi les hommes ne soit pas considéré comme la position «normale» mais comme une facette d'un phénomène lié au genre. Qui plus est, les articles suggèrent majoritairement qu'une prestation de services qui prend en compte le genre peut contribuer à lutter contre les inégalités au niveau du contact des personnes sans domicile avec les prestataires de services, et peut faciliter la prévention du sans-abrisme.

Il importe de placer les expériences du sans-abrisme dans le contexte de l'aide sociale. Pour ce faire, nous pouvons nous référer au premier article de Bea Chityil, chargée de mission en matière d'égalité entre les femmes et les hommes de la Direction générale pour l'emploi, les affaires sociales et l'égalité des chances à la Commission européenne, qui décrit le statu quo des expériences de la pauvreté en termes de genre ainsi que la législation existante qui tente de lutter contre les inégalités à niveau européen. Les articles qui suivent pourraient expliquer les disparités signalées par ce premier article.

Parler du sans-abrisme en termes de «genre» nous montre que les expériences des personnes sans domicile dépendent souvent du sexe de la personne. Dans son article, Ana Martins, directrice de l'Assistència Médica Internacional (AMI), analyse l'impact du genre des personnes sans domicile sur leurs réponses à leur situation de sans-abri et leur auto-identification, en se référant au cas particulier des femmes sans-abri à Lisbonne.

Jörg Fichtner met davantage l'accent sur les réponses basées sur le genre au sans-abrisme en présentant une étude englobant des explications d'hommes en Allemagne sur leur situation en tant que sans-abri et suggérant qu'une offre d'aide basée sur le genre pourrait contribuer à fournir une aide plus adéquate et donc plus efficace aux personnes sans domicile.

Uta Enders-Dragässer demande également une approche qui prendrait en compte le genre de la personne dans son article sur les expériences des femmes sans domicile en Allemagne. Elle indique

¹ Pour un recueil de recherches à ce sujet, voir *La Femme sans-abri en Europe: Parcours, services et expériences*, sous la direction de Bill Edgar et Joe Doherty, (Bristol: The Policy Press, 2001)

Les articles présents dans *Sans-abri en Europe* ne reflètent pas nécessairement les avis de la FEANTSA. Des extraits peuvent en être repris si les sources sont indiquées.



que le sans-abrisme caché est la situation «typique» chez les femmes, et que les besoins spécifiques des femmes sont marginalisés dans les systèmes allemands de protection sociale et d'emploi. Il est difficile de provoquer des changements car le débat à ce sujet ignore les différences entre les deux sexes. L'article soutient que les services d'aide aux sans-abri devraient prendre en considération le fait que les besoins des femmes en situation de sans-abrisme invisible doivent être repérés beaucoup plus tôt par les services de conseil et d'orientation.

Marie-Claire Vanneville, directrice de l'organisation *Femmes SDF* en France, étudie, elle aussi, l'invisibilité des femmes sans domicile. Cette fois-ci le lecteur comprend que les femmes sans domicile qui ont recours aux services proposés par *Femmes SDF* ont choisi elles-mêmes l'invisibilité comme une forme de « défense ». Toutefois, non seulement l'article décrit-il ces femmes comme ayant quasiment perdu leur identité, mais il montre également la façon dont le travail de *Femmes SDF* peut les aider à retrouver leur amour-propre et tenter de sortir du sans-abrisme. Cet article souligne que, bien que chaque femme soit unique, permettre à chacune d'entre elles d'« être femme » est une étape nécessaire pour améliorer la vie de ces femmes.

Katalin Szoboszlai, dans une version réduite d'une étude plus importante qui analyse des entretiens menés auprès de plusieurs femmes sans domicile en Hongrie, présente le « parcours de sans-abrisme » d'une femme, et essaie de décrire les causes qui l'ont menée à devenir sans domicile ainsi que sa vie pendant et après son expérience de vie sans domicile. Il est manifeste que nombre des scénarios ayant affecté son « parcours » sont directement liés au genre.

La notion du genre peut influencer non seulement sur les identités des personnes sans domicile, mais également sur la nature des interactions entre les travailleurs sociaux employés dans les services d'aide aux sans-abri et les personnes sans domicile. Carole Zufferey montre la façon dont les services destinés aux personnes sans domicile en Australie semblent utiliser différentes approches selon le genre des usagers de leurs services, ce qui peut être considéré comme des formes « invisibles » d'oppression aussi bien par les prestataires de services que par les personnes ayant

recours à ces services. On apprend qu'une analyse des rapports de force en lien avec le genre dans les interventions et perspectives des travailleurs sociaux favorise la réflexivité dans la pratique du travail social et améliore ainsi les services proposés aux personnes sans domicile.

Les attitudes différentes selon le genre sont également évoquées en rapport avec le droit au logement dans l'article de Nicolas Bernard sur les expériences des femmes sans domicile en Wallonie en Belgique. Nous apprenons que la situation de vie des femmes en Wallonie est souvent définie par le genre, et souvent liée au manque d'autonomie et aux conditions de vie revues à la baisse. Les considérations liées au genre ont manifestement leur place dans les débats sur la qualité des services et sur le droit au logement.

Le risque de devenir sans-abri peut être plus élevé pour les personnes exerçant un métier fortement empreint de facteurs du genre. Ceci nous est montré par le taux plus élevé de sans-abrisme parmi les travailleuses du sexe en Angleterre, un sujet traité par Kesia Reeve, Rionach Casey et Elaine Batty. Leur article souligne que les contraintes systémiques qui limitent les choix de logement pour ces femmes peuvent les pousser à devenir sans domicile et que le fait d'être sans-abri peut pousser les femmes vers le travail du sexe. Les auteurs proposent que la recherche se concentre davantage sur l'interrelation complexe qui existe entre le travail du sexe et le sans-abrisme.

Pour finir, Jonathan P. Schwartz, Stephanie Chapman, Laura Cote González et Lori D. Lindley proposent une approche basée sur les droits sociaux pour lutter contre le sans-abrisme parmi les femmes, suggérant que le sexisme et d'autres discriminations systémiques contre les femmes peuvent être à l'origine de leur sans-abrisme et que la lutte contre le sans-abrisme parmi les femmes doit viser à éradiquer les attitudes, les préjugés et les politiques qui oppriment les femmes.

Comme toujours, la FEANTSA remercie toutes celles et tous ceux qui ont contribué à ce numéro du magazine.



Le sans-abrisme en Europe : Le rôle des politiques d'égalité entre les femmes et les hommes

Par **Bea Chityil**, *Chargée de mission, Égalité entre les femmes et les hommes, DG Emploi, affaires sociales, égalité des chances, Commission européenne*

L'égalité entre les femmes et les hommes est un principe fondamental de l'Union européenne, des inégalités persistent cependant entre les sexes et imprègnent la société. Le rôle des politiques d'égalité entre les femmes et les hommes est d'éliminer ces inégalités et pour ce faire, l'Union européenne utilise une variété d'instruments: la législation; la promotion de l'approche duale d'intégration de l'égalité des sexes (l'intégration d'une dimension d'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes les politiques et à toutes les étapes de l'élaboration des politiques) et des actions spécifiques; de la sensibilisation et des programmes de financements. L'Année européenne actuelle consacrée à l'élimination de la pauvreté et de l'exclusion sociale offre une occasion unique d'attirer l'attention sur les inégalités entre les femmes et les hommes et notamment de sensibiliser au risque plus important de pauvreté auquel les femmes sont confrontées dans leur vie dans la plupart des États membres¹.

Les causes des inégalités entre les femmes et les hommes sont souvent structurelles et dépendent de paramètres traditionnels et culturels. Les inégalités les plus évidentes sont celles que l'on observe sur le marché du travail et sont causées par la discrimination, les stéréotypes sur le rôle des femmes et des hommes, la ségrégation verticale et horizontale et la prédominance chez les femmes des contrats à temps partiel et précaires non désirés. L'écart entre les salaires, qui est aujourd'hui de 18% en moyenne au sein de l'UE, est un facteur qui participe de façon significative à ce phénomène. Le déséquilibre dans le partage des tâches entre les sexes, conjugué au manque de lieux d'accueil abordables, disponibles et de qualité, pour les enfants comme pour les autres personnes à charge, exacerbent les inégalités.

La Commission européenne est activement engagée dans le traitement de ces problèmes. Par le biais de sa Feuille de route pour l'égalité entre les femmes et les hommes pour la période 2006-2010², elle s'est en particulier engagée: à obtenir l'égalité en termes d'indépendance économique entre les femmes et les hommes; à encourager la réconciliation entre le travail, la vie privée et la vie sociale; à promouvoir la participation équitable des femmes et des hommes dans les prises de décision; à éradiquer la violence et le trafic basé sur le sexe; à éliminer les stéréotypes de la société basés sur le sexe; et à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes en dehors de l'UE. Le partenariat avec tous les acteurs, au niveau européen, national, et local ainsi qu'avec les partenaires sociaux et la société civile a été crucial à cet égard.

S'attaquer au sans-abrisme est un champ particulièrement important à la fois en termes d'allègement de la pauvreté et d'égalité entre les femmes et les hommes. Bien que les études montrent que la majorité des personnes sans domicile sont des hommes, un nombre croissant de femmes sont apparemment touchées par ce problème également, en particulier les mères célibataires et les femmes qui ont souffert de la violence. Une étude de 2006 préparée pour la Commission européenne sur «les inégalités hommes-femmes concernant les risques d'exclusion sociale et de pauvreté au sein des groupes défavorisés dans trente pays européens»³ montre qu'au Royaume-Uni, par exemple: «les hommes représentent la majorité des personnes sans domicile qui dorment dans la rue, le manque de logement des femmes est plus souvent associé à des hébergements temporaires surpeuplés ou de mauvaise qualité. Plus de la moitié des femmes et des jeunes filles sans-abri le deviennent en raison de violence domestique ou d'abus sexuel, et elles

1 <http://www.2010againstopoverty.eu/homepage.html?langid=fr>

2 <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=422&langId=fr>

3 <http://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=1997&langId=en>



ont davantage de probabilités d'obtenir un hébergement temporaire dans leur famille ou auprès d'amis ou de se voir attribuer un relogement d'urgence par les autorités locales en vertu des dispositions statutaires.»⁴

Il est essentiel de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes dans les stratégies de lutte contre le sans-abrisme parce que les expériences et les besoins des femmes et des hommes sont souvent divergents et requièrent des approches et des solutions personnalisées à leurs problèmes.

Dans le contexte du Processus d'inclusion sociale, une telle approche est promue dans le contexte des politiques d'inclusion active. Avec cette politique, on promeut un mélange de trois plans: un revenu minimum; l'accès au marché du travail et l'accès aux services comme étant la meilleure manière de s'attaquer aux formes extrêmes de pauvreté y compris le sans-abrisme. Les informations disponibles sur les stratégies des États membres montrent qu'ils considèrent presque tous le sans-abrisme et l'exclusion liée au logement comme un sujet d'inquiétude et qu'ils ont adopté des stratégies nationales ou locales pour aider à la sensibilisation, à améliorer la coordination et la mise en œuvre des politiques et à identifier les ressources. Il apparaît également que ces politiques sont plus efficaces lorsque l'on fixe des objectifs. En ce qui concerne la prévention du sans-abrisme, par exemple, une réduction de sa durée ou le fait de cibler les exclusions liées au logement les plus graves; l'amélioration de la qualité des services aux personnes sans domicile ou l'offre de logements abordables⁵.

Il est particulièrement important de traiter la question du sans-abrisme dans le contexte de la crise économique actuelle. Comme cela est souligné dans la proposition de la Commission de Rapport conjoint 2010 sur l'inclusion sociale et la protection sociale: «Il est important que les politiques de l'après-crise comprennent des stratégies intégrées visant à lutter contre l'exclusion en matière de logement et le sans-abrisme de manière à bâtir des sociétés caractérisées par la cohésion et la durabilité environnementale»⁶. Dans le cadre des stratégies en matière de logement, se

présentent toutefois de nombreux défis. Il est souvent complexe de partager les responsabilités en termes de politique et d'offre entre les autorités nationales et locales, les prestataires de services et les ONG. Les stratégies les plus réussies affichent une gouvernance efficace avec une coopération forte entre tous les acteurs. S'attaquer au sans-abrisme requiert dès lors des politiques intégrées combinant un soutien financier aux personnes, des réglementations efficaces et des services sociaux de qualité, y compris en termes de logement, d'emploi, de santé et de services de protection sociale. Il convient d'accorder davantage d'attention aux normes de qualité des services sociaux et aux obstacles spécifiques auxquels sont confrontées les personnes sans domicile en termes d'accès à ces services.

Il est démontré que le fait de prendre en compte les préoccupations d'égalité entre les femmes et les hommes dans l'offre de services contribue à concevoir des politiques plus efficaces. La mise en œuvre d'une telle approche dans la lutte contre le sans-abrisme implique d'analyser la situation respective des femmes et des hommes sans domicile et de garantir que les réponses politiques apportent véritablement des solutions qui répondent à leurs besoins spécifiques. Collecter des données séparément par sexe et améliorer les informations statistiques comparables sur ce phénomène sont des pas importants à cet égard.

Il est indispensable d'avoir des ressources adéquates, des stratégies intégrées et la volonté politique de parvenir à un changement effectif.

Prendre en compte les préoccupations d'égalité entre les femmes et les hommes [...] implique d'analyser la situation respective des femmes et des hommes sans domicile et de garantir que les réponses politiques apportent véritablement des solutions qui répondent à leurs besoins spécifiques.

4 p. 53

5 Voir la proposition de Rapport Conjoint 2010 sur la protection sociale et l'inclusion sociale de la Commission, COM (2010) 25 définitif; <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=757&langId=en>

6 COM (2010) 25 définitif.



Genre et exclusion liée au logement : Les femmes sans domicile à Lisbonne

Par **Ana Martins**¹, *Directrice de l'Assistència Médica Internacional (AMI), Portugal*

Cette étude vise à comprendre les causes sociales qui poussent les femmes à devenir sans domicile. Elle relève des sciences sociales et, surtout, des études sur les femmes en général, dans la mesure où il s'agit d'une réalité sociale, à savoir un ensemble de phénomènes qui sont produits et reproduits au sein d'un certain groupe sociétal².

La classification de la population de l'étude a été réalisée sur la base de questionnaires auprès de 56 femmes sans domicile et de 252 hommes sans domicile entre 2003 et 2006.

Traditionnellement, l'espace privé appartient aux femmes alors que l'espace public appartient aux hommes. Les femmes prennent soin des autres à leur domicile, ce qui sous-entend qu'elles disposent d'un toit. L'absence de cet espace, aussi inadéquat soit-il, est déterminant pour la vie de la femme. C'est donc de ces femmes que l'étude parle, des femmes qui ont perdu leur domicile, ou pire encore, qui n'en ont jamais eu.

Cette étude vise également à analyser la dimension hommes/femmes dans l'étude des personnes sans domicile et essaie de comprendre les causes sociales qui conduisent à la situation des femmes sans domicile à Lisbonne et, en même temps, de dresser le profil de ces femmes.

Il importera d'analyser les différences entre les genres sans négliger certains aspects culturels et, malheureusement, il convient d'isoler un certain type de variable commun aux deux genres et d'analyser ce qui les rend différents. Nous allons souligner trois aspects : la maternité, la violence domestique et la prostitution. Ces aspects ne s'appliquent pas exclusivement aux femmes mais restent toutefois des facteurs dominants touchant le genre féminin.

Le profil prédominant des femmes sans domicile dans cette étude est le suivant : jeune, entre 21 et 49 ans, en âge de travailler mais travaillant sporadiquement (au moment de l'étude) ou sans emploi, célibataire, possédant un faible niveau d'éducation (primaire ou secondaire), sans formation professionnelle, vivant à la rue depuis moins de six mois, ayant une famille, gardant une certaine forme de relation avec sa famille ou ses amis, bénéficiant d'une aide financière, sans mutuelle, vivant à la rue (32%) ou dans des centres d'hébergement (39%), dépendant de la mendicité, ne consommant pas de substances engendrant des dépendances, ayant un médecin généraliste, et ne souffrant pas du VIH ou du SIDA.

Environ 8% de ces femmes affirment avoir un emploi stable et/ou instable. Cette statistique n'est que de 2% chez les hommes ayant participé à l'étude. Les activités effectuées par les femmes se rapportent au nettoyage alors que les hommes étaient davantage concernés par des petits boulots.

Si l'on prend en considération les caractéristiques dominantes chez les personnes sans domicile en général, les femmes sont davantage touchées par l'exclusion et la pauvreté relatives à l'éducation et la formation. Les causes principales sont la scolarité réduite, les plus grandes difficultés à trouver un emploi stable et mieux rémunéré, ainsi que le devoir de s'occuper de ses enfants.

Concernant les variables en matière d'éducation, 4% des femmes de l'étude possèdent un niveau d'éducation moyen ou supérieur. Malgré cela, la majorité de ces femmes ont un niveau de scolarité plus faible (enseignement primaire ou secondaire) ou sont analphabètes. L'étude confirme que la majorité des personnes ayant reçu un niveau d'éducation inférieur au niveau secondaire étaient des femmes : 77% contre 75% d'hommes. Quant à la formation professionnelle, 71% de la population affirme ne pas avoir de formation et les femmes ont moins de formation que les hommes.

Étant donné que l'emploi est un facteur déterminant pour l'intégration et l'égalité des chances, il importe de se pencher attentivement sur cet aspect, afin de mieux comprendre la réalité des femmes dans un contexte socioéconomique. Le désavantage social et économique devient toujours plus absolu et irréversible lorsque la durée de scolarité est réduite, et il en va de même pour la sécurité de l'emploi, les salaires, l'accès à l'aide sociale, le logement et d'autres types d'intégration sociale³.

«Elle a toujours eu des emplois précaires pendant des périodes de 6 mois, dernièrement en tant que coiffeuse. Depuis la naissance de sa fille il y a 3 ans, elle n'a pas travaillé en dehors de la maison parce que son enfant souffre de graves problèmes de santé et qu'elle doit rester à ses côtés.» (Cristina 28, mariée, 34 ans, 2 enfants)⁴.

«Elle travaillait en tant que nettoyeuse. Actuellement, elle est sans emploi car elle est enceinte.» (Mónica 25, célibataire, 25 ans).

Les femmes participant à la présente étude recher-

1 ana.martins@ami.org.pt

2 Mauss, 1950

3 Torres, 2005

4 Les prénoms ont été modifiés



chent premièrement l'aide des amis ou de la famille. Ensuite, dans l'ordre, elles privilégient la rue, les centres d'hébergement, les bâtiments ou voitures à l'abandon, les squats, les cages d'escalier ou les halls d'entrée et, enfin, les logements illégaux.

Lorsqu'il en vient à un endroit pour passer la nuit, il convient de mentionner que la majorité des femmes (25%) se retrouvent dans la catégorie «autre», qui englobe les situations dans lesquelles elles vivaient au moment de l'entretien: logements précaires et peu sûrs, à un endroit indéterminé (par exemple dans des maisons, chez des amis, à l'hôpital, travaillant dans l'industrie du sexe, chez leur grand-mère avec deux enfants).

Par ailleurs, les femmes sont plus enclines que les hommes à chercher d'autres formes d'hébergement (centres d'hébergement, squats, immeubles abandonnés).

Il est vrai que les femmes accordent de l'importance à d'autres formes de protection que les hommes ont tendance à ignorer, telles que la recherche de refuge dans la famille, même s'il existe des problèmes familiaux, chez des amis, dans des institutions ou dans la prostitution.

Quant à la situation matrimoniale, les personnes sans domicile sont majoritairement célibataires. La population étudiée n'a généralement pas de partenaire, bien que cette caractéristique concerne principalement les hommes. Quelques 29% des femmes sont mariées ou vivent en concubinage, alors que cela concerne uniquement 8% des hommes.

Dans notre analyse, la majorité des femmes sont des mères, et séjournent chez des amis et/ou dorment à la rue. Certaines partagent ou ont partagé leur vie avec plus d'un partenaire, même dans le cadre d'une relation instable et irrégulière, presque toujours sans leurs enfants (qui sont pris en charge par la famille et/ou des institutions); parmi les femmes ayant des enfants, 72% sont séparées de leur partenaire⁵. Dans la vie de ces femmes, tout porte à croire que ni la famille ni l'État n'a joué de rôle protecteur ou ne leur a permis de vivre de façon indépendante (socialement, économiquement, psychologiquement).

«... elle séjourne chez des amis. Elle a quitté son domicile à cause de violences domestiques pendant une période de deux ans et elle ne pouvait plus supporter la situation.» (Maria, séparée, 49 ans, 3 enfants).

«Elle vivait avec son mari et leurs quatre enfants dans un squat; à cause de la violence domestique et parce qu'il était engagé dans une autre relation, il l'a rejetée du domicile. Elle séjournait alors avec l'une de ses filles chez une amie. Les 3 autres enfants vivent avec leur belle-mère. Elle a également vécu quelque temps

chez son frère, mais elle s'est vue contrainte de partir à cause de problèmes avec sa belle-sœur.» (Isabel, séparée, 49 ans, 4 enfants).

«Elle vit avec quelqu'un qui, comme elle, est toxicomane. Pour le moment, elle dort dans une voiture abandonnée. Elle aimerait participer à un programme de désintoxication.» (Inês 15, célibataire, 31 ans, 2 filles).

Victimes de la pauvreté extrême, les femmes se voient contraintes de mendier, ou de vivre avec un complément minimum de revenu car elles n'ont pas droit aux allocations de chômage ou aux autres formes d'aide sociale qui fournissent de la nourriture, des vêtements ou qui aident à payer le loyer. Elles vivent dans ce que l'on appelle communément «l'exclusion sociale». En outre, elles ne peuvent faire entendre leur voix car elles ne votent pas; elles ne protestent pas car elles ont peur de perdre leur peu de ressources et elles ne sont pas capables d'écrire seules des plaintes.

*«Je n'ai jamais voté»
(M.J., en couple, 29 ans, 1 fille).*

Le profil de ces femmes ne correspond à aucun modèle social. Elles sont victimes de la pauvreté extrême, une espèce en voie d'extinction, et elles ont pour ainsi dire échoué sur toute la ligne. Dans le contexte spécifique de la pauvreté extrême, ces femmes sont particulièrement sujettes à la discrimination.

La pauvreté engendre une situation de double discrimination pour ces femmes par rapport à la majorité des femmes. Ce type de femme est le plus touché par l'exclusion et il n'existe pas de mesures spécifiques de protection sociale pour elle; même les réponses sociales dans le domaine du sans-abrisme sont destinées spécifiquement aux hommes, car ceux-ci sont plus nombreux. Ce type de femme ne correspond à aucun modèle social car l'inexistence est la principale caractéristique de sa vie.

Toutefois, ces femmes existent bel et bien, mais elles se cachent, elles ne veulent pas se montrer et, de fait, elles sont oubliées et, par conséquent, il n'existe pas de mesures spécifiques qui leur sont destinées. De nombreuses personnes travaillent à leurs côtés au quotidien et sont conscientes de leurs problèmes (par exemple les ONG à travers les travailleurs sociaux et les équipes de rue, les centres régionaux d'aide sociale, les municipalités, les associations caritatives, les hôpitaux).

PROPOSITIONS POUR DES ÉTUDES FUTURES

Certaines études abordent la maladie mentale comme l'une des principales causes de l'exclusion liée au logement parmi les femmes. Cette approche est assez controversée. Bien que cela ne soit pas l'objet de la présente étude, il importe de le mentionner, dans la mesure où les études disponibles ne sont pas

Ce type de femme est le plus touché par l'exclusion et il n'existe pas de mesures spécifiques de protection sociale pour elle.



suffisamment instructives et ne précisent pas si c'est la maladie mentale qui engendre l'exclusion liée au logement parmi les femmes ou si ce sont les conditions environnementales qui provoquent la maladie mentale.

Nos conclusions ne reflètent pas les problèmes de santé mentale comme une caractéristique différenciatrice du profil des personnes sans domicile. Nous pensons que ces conclusions considérant les problèmes de santé mentale comme une caractéristique des femmes sans domicile englobent des préjugés et stéréotypes culturels relatifs au genre en soi.

Quant à la différence entre les hommes et les femmes sans domicile, voici quelques questions sur lesquelles il serait intéressant de se pencher :

Est-ce que la maternité et les enfants jouent un rôle sur le faible pourcentage de femmes dans les études (réponses de centres d'hébergement pour femmes avec enfants) dont l'objet est de comprendre les causes et conséquences du sans-abrisme ?

Étant donné que les jeunes femmes sont le principal groupe de notre analyse, bien que leur nombre soit bien inférieur à celui des hommes, ce pourcentage augmenterait-il si nous prenions en compte les femmes qui n'ont pas de chez soi mais qui sont protégées par le statut de maternité dans des institutions adéquates, ou celles qui restent à la maison pour leurs enfants même si elles sont victimes de violence domestique – comme si c'était la situation la moins pire des deux – ainsi que les travailleuses du sexe car elles n'ont pas d'autres alternatives ?

Le travail du sexe est-il une solution, limité aux femmes ? Et un facteur de report ou de garantie du sans-abrisme ? Cette hypothèse n'est pas très claire dans l'étude car si la prostitution était en réalité un moyen pour les femmes de se garantir un toit, cela augmenterait l'âge moyen des femmes sans domicile dans le groupe, ce qui n'est pas le cas. Que du contraire : dans l'étude, le pourcentage de femmes diminue avec l'âge. La prostitution est certes un moyen (précaire) de gagner de l'argent pour trouver un logement et payer ses dépenses quotidiennes, mais elle peut être une cause de sans-abrisme de rue. Tant qu'elles sont sous un toit, la visibilité des femmes dans les statistiques du sans-abrisme est réduite à peau de chagrin.

Si l'on prend ces questions en considération, concernant la différence du nombre d'hommes et de femmes sans domicile, et si nous pouvions additionner toutes les situations (si celles-ci étaient vérifiables), le pourcentage des femmes sans domicile n'augmenterait-il pas jusqu'à être identique voire plus élevé que celui des hommes ?

Un autre aspect qui pourrait être étudié dans des prochaines recherches est la façon dont les partenariats civils et/ou les mariages déterminent l'espace occupé par le couple ; en d'autres termes, découvrir qui «dirige» les squats, les maisons abandonnées, les

voitures abandonnées, les cages d'escalier, etc., et si les femmes recherchent une protection dans ces relations, découvrir les vraies raisons qui les poussent à rester dans ces types de relation.

Les femmes peuvent échapper au statut de sans-abri avant, pendant, ou après la maternité (lorsque les enfants sont encore jeunes) grâce aux solutions sociales tant au niveau institutionnel qu'au niveau familial. Le sans-abrisme est peut-être simplement reporté, ou la maternité peut servir d'espace de restructuration pour inverser la tendance ascendante de la pauvreté afin de ne pas atteindre le statut extrême du sans-abrisme ?

La violence domestique, un facteur décisif dans ce domaine, est peut-être un «moindre mal» par rapport à la perspective du froid, de la peur et de l'abandon propres à la situation des personnes sans domicile dans ces «non-lieux». La situation est bien plus compliquée et grave lorsque nous parlons de femmes sans emploi qui ont des enfants et un faible revenu.

Tous les facteurs énumérés ci-dessus et d'autres non compris dans notre analyse sont décisifs pour souligner la différence entre les hommes et les femmes sans domicile.

RÉFÉRENCES

- Amâncio, Lígia (1998), *Género – Masculino e feminino – A construção social da Diferença* (Gender – Male and Female – The Social Construction of Difference), *Edições Afrontamento*, Porto
- AMI (2006), *Relatório Anual* (Annual Report), Lisbon
- Avramov, Dragana (1996), *The Invisible Hand of the Housing Market*, FEANTSA, Brussels
- Baptista, Isabel (2005), *Sem Abrigo em Portugal – Elementos de uma reflexão*, contributos para um diagnóstico (Homelessness in Portugal – Elements for reflection, contributions for a diagnosis), in *Estudo dos sem abrigo*, ISS, I.P., Lisbon
- Edgar, B., Doherty, J. (2001). *Women and Homelessness in Europe*, the Policy Press, UK.
- Estudo dos sem abrigo (2006), *Segurança Social Fundo Social* (Welfare Social Fund), European Union, Lisbon
- FEANTSA (2001) *Documento Político da FEANTSA – Promover a Inclusão Social Através do Acesso à Habitação* (Promote Social Inclusion Through the Access to Housing), Brussels
- Martins, Ana (2004), *Políticas Rudimentares para os em abrigo* (Basic Policies for the Homeless), AMI News Magazine, Lisbon
- Pereirinha, José António, et. al. (2007) – *Género e Pobreza: Impacto de determinantes da Pobreza no Feminino* (Gender & Poverty: Impact of Determinants of Female Poverty), CIG – Lisbon
- Perista, H. (1991), *A Pobreza no Feminino na Cidade de Lisboa* (Female Poverty in the City of Lisbon) – NGOs of the Consultant Council of the Commission for Equality and for the Rights of Women, CIDM, Lisbon
- Thelen, Lionel (1996), *Homeless People in Belgium and in Portugal: From the Loss of Chrono – Aesthetics to Social Nakedness*, European University Institute, Brussels.



L'Exclusion liée au logement des hommes : une apparente évidence

Par le **Dr. Jörg Fichtner**¹, psychologue agréé, travaillant dans le domaine de la recherche sociale à Munich, Allemagne

PRÉOCCUPATIONS ET PROCÉDURES DE RECHERCHE

Dans l'étude présentée ci-après, notre intention est d'examiner le sans-abrisme et les problèmes des hommes de façon simultanée, en nous intéressant en particulier aux conceptions sociales en matière de genre². Cette étude est basée sur le résultat de 35 entrevues réalisées auprès d'hommes en situation de sans-abrisme dans toute l'Allemagne.

Le fondement sous-jacent de cette étude est que l'on ne peut situer les hommes marginalisés en dehors du système de genre existant. Les hommes sans domicile souffrent d'un grand manque de ressources. À la lumière des formes complexes d'appauvrissement, leurs choix sont non seulement limités par le sans-abrisme, mais également par une pauvreté extrême, une exclusion de la vie active, une rupture des relations et des liens sociaux, et les maladies physiques et mentales. Néanmoins, une approche de la masculinité constructive socialement déterminée en fonction du genre doit se baser sur l'hypothèse que de tels hommes continuent d'être des constructeurs de genre compétents qui tentent de construire une masculinité active en fonction de leur situation.

Les modèles interprétatifs de la masculinité des personnes interrogées ont été reconstruits à la lumière des expériences de sans-abrisme au moment de l'analyse des cas individuels. L'objectif était d'expliquer comment des conditions de vie objectives et leur interprétation subjective sont entremêlées sur la base de conceptions sociales du genre et d'identifier des groupes «typiques», c'est-à-dire des situations spécifiques d'hommes dans des conditions de vie précaires en lien avec la sexualisation du sans-abrisme. Une telle typologie aidera à élucider la manière dont les situations sont déterminées par le biais d'une approche en fonction du genre de l'interprétation subjective du champ d'action et de la résolution des problèmes. La typologie n'est pas exclusivement liée à la structure sociale ni au comportement individuel, mais à des modèles interprétatifs, dans lesquels les personnes concernées se connectent les unes aux autres; cette idée est basée sur celle de Pierre Bourdieu de l'«habitus» masculin des hommes sans domicile.

Les 35 hommes interrogés ont été recrutés dans sept villes différentes d'Allemagne. Un grand éventail d'institutions a été contacté afin d'atteindre des hommes ayant leur propre espace de logement ainsi que d'autres vivant dans des refuges et d'autres enfin qui vivent dans la rue.

DISPOSITIONS POUR LES PERSONNES EN SITUATION DE BESOIN URGENT DE LOGEMENT

Les données comportent différents modèles d'interprétation en ce qui concerne les trois dimensions essentielles du besoin urgent de logement: l'interprétation de la cause principale de la perte du logement, l'évaluation de la situation de logement actuelle et la reconnaissance de son propre rôle dans cette perte.

Malgré des indicateurs de pauvreté objective comparable, l'interprétation subjective de leur propre action ou de leur propre passivité dans leur besoin de logement est très significative. Plus d'un tiers des hommes considèrent qu'ils étaient personnellement incapables d'agir sur la situation, c'est-à-dire qu'en envisageant les choses rétrospectivement, ils avaient eu l'occasion d'éviter le sans-abrisme, mais n'étaient pas en mesure de faire une telle démarche à l'époque. Néanmoins, une grande majorité des hommes interrogés, en raison de conditions objectives – comme le fait d'ignorer qu'ils pouvaient être aidés ou en raison d'une maladie – ont été incapables d'éviter l'urgence imminente. Enfin, un autre tiers a parlé assez laconiquement de la signification de leur propre action; ils ont expliqué qu'ils étaient devenus sans-abri de leur propre fait et que les circonstances extérieures n'ont représenté qu'une occasion de laisser tomber leur logement.

Enfin, une série de modèles d'interprétation et d'action qui représentent des «tactiques» dans l'utilisation des hébergements temporaires disponibles sont apparus. Une tactique particulièrement efficace s'est révélée être la mise en œuvre de demandes auprès de systèmes d'orientation. Plusieurs tactiques ont émergé qui étaient fortement orientées vers les modèles masculins traditionnels de «conquête» du «monde extérieur hostile». Dans une perspective de genre, ces tactiques doivent être envisagées non seulement en termes d'appropriation de l'espace, mais également comme une occasion de prendre des mesures pour se positionner en tant qu'homme dans des catégories sociétales de genre.

LA PAUVRETÉ ET LE CHÔMAGE

Des modèles interprétatifs spécifiques peuvent être considérés à l'aune de la situation financière et professionnelle. Les types de revenus mentionnés concernent les revenus gagnés autrefois dans des emplois rémunérés et la situation financière globale. Deux modèles ont émergé en ce qui concerne le traitement de l'endettement. Les dettes sont largement ignorées,

Le fondement sous-jacent de cette étude est que l'on ne peut situer les hommes marginalisés en dehors du système de genre existant.

¹ post@joerg-fichtner.de

² L'étude présentée a été réalisée en 2003 avec le soutien financier de l'association de recherche Wohnungslosigkeit und Hilfen in Wohnungsnotfällen* [Le sans-abrisme et l'accompagnement des personnes ayant un besoin urgent de logement]. L'étude complète est disponible en allemand : http://www.gsfev.de/pdf/maenner_in_Wohnungsnot.pdf



La relation au réseau informel semble être façonnée par la distance et la délimitation, alors que le réseau institutionnel persiste davantage que les relations personnelles.

ou le sujet souhaite que des tiers en assument la responsabilité.

En ce qui concerne la situation professionnelle et en matière de revenus, outre la résignation personnelle, caractérisée par une insatisfaction intense en raison d'un manque de perspectives de changement, on a observé une tendance à se faire des illusions, dans laquelle l'insatisfaction contraste avec les alternatives irréalisables. Un troisième modèle consiste en une croyance persistante dans la possibilité d'obtenir un emploi, même si cela est apparu auparavant infaisable. Un quatrième modèle est caractérisé par l'importance accordée à l'autonomie personnelle.

LA VIOLENCE EN TANT QUE RESSOURCE ULTIME

Les conditions de vie des hommes interrogés sont marquées par la violence; ils sont victimes, mais aussi auteurs de violences. Plusieurs hommes, en particulier ceux qui vivent dans la rue, mentionnent des attaques inopinées, mettant en partie leur vie en péril. En raison de différences structurelles et situationnelles, cette violence est non-réciproque parce que les hommes concernés ne peuvent apparaître dans une telle situation que comme des victimes. Toutefois, des confrontations violentes entre hommes avec des rôles interchangeables de victime et d'auteur apparaissent simplement comme constitutives de leur environnement. Les confrontations quotidiennes sont banalisées et considérées comme relevant de comportements normaux dans leur environnement. Mais elles servent également à maintenir l'ordre social. Plusieurs hommes ont été condamnés pour avoir causé des blessures personnelles (graves). De tels actes ne s'expliquent pas par des normes sociales spécifiques et sont donc considérés comme normaux, mais au contraire de la violence quotidienne, ils requièrent une justification. D'autre part, la violence contre les femmes n'est pas considérée comme légitime par les personnes interrogées. Il existe néanmoins un tabou quant au comportement violent à l'égard des femmes qui réduit la mesure dans laquelle de tels actes sont commentés dans des entretiens.

LES IMAGES DE FEMMES ET D'HOMMES

On peut distinguer quatre modèles formatifs en ce qui concerne la manière dont les hommes interprètent les rôles masculins: dans la masculinité basée sur l'affirmation individuelle, la capacité propre à dominer et à exiger du pouvoir est au premier plan du concept de masculinité de la personne. Un deuxième modèle est la masculinité basée sur la division du travail en fonction de lignes hommes-femmes. Dans ce modèle, la division du travail et la distribution du rôle des hommes comme étant plus libidineux que les femmes vont de pair, on s'approche ainsi de l'image hégémonique traditionnelle de la masculinité. Les ressources en termes de pouvoir découlant de cette interprétation doivent être considérées comme fragiles – surtout parce que l'homme ne peut pour l'instant jouer son rôle de pourvoyeur. Un troisième modèle est apparu, il s'agissait de l'interprétation d'une masculinité façonnée par un changement de règles par le biais d'une remise en question des modèles où les rôles

sont typiquement liés au genre. Enfin, le modèle le plus fréquent était celui d'une masculinité caractérisée par un aspect diffus – façonné en particulier par le manque de modèle masculin comme ligne directrice de la conduite masculine.

La masculinité basée sur l'affirmation individuelle semble être caractérisée par l'interprétation que le besoin urgent de logement est le résultat d'une relation de couple qui a échoué. Le parcours qui mène au besoin de logement est évalué de façon plus forte par ces hommes que par d'autres en termes de comportement proactif et la situation présente est temporairement acceptée. En ce qui concerne la situation présente, on met l'accent sur son autonomie propre et très souvent l'endettement n'est pas mentionné. La situation présente crée un tabou à propos du réseau familial. La relation au réseau informel semble être façonnée par la distance et la délimitation, alors que le réseau institutionnel persiste davantage que les relations personnelles. Ce modèle a tendance à se retrouver plus souvent chez ceux qui vivent dans la rue.

La masculinité basée sur la division du travail en fonction du genre semble être caractérisée par le fait que le chômage ou l'incapacité à faire face constitue la cause du besoin urgent de logement, et la perte du logement est dès lors reliée à l'incapacité individuelle à agir. La situation présente est davantage vécue comme une catastrophe et on cite l'autonomie d'action ou les idées illusoire de changement. La continuité avec la famille est apparemment le plus souvent maintenue et la relation avec la famille a tendance à être associée à une plus grande stabilité que la relation avec les réseaux institutionnels. Les hommes de ce type constituaient le sous-groupe d'hommes les plus âgés et ne vivaient pas dans la rue.

Dans l'échantillon, le modèle de masculinité façonné par un changement dans les rôles est déterminé par les hommes pour qui l'aspect professionnel a joué un rôle important dans la perte de leur maison, et où, inversement, aucun rôle n'a été joué par une rupture personnelle. Par conséquent, ils vivent cette situation davantage comme une incapacité structurelle à agir. Leurs réseaux sociaux sont surtout caractérisés par la continuité vis-à-vis de la famille et ils s'identifient à des personnes du réseau informel et construisent des relations personnelles avec des personnes du système d'aide.

La masculinité façonnée par le caractère diffus était représentée par de jeunes hommes qui attribuaient leur besoin urgent de logement à des problèmes de famille, et par des hommes âgés qui citaient surtout la fin d'une relation de couple ou une incapacité à faire face comme cause de leur besoin de logement. Les premiers se considéraient structurellement – et les seconds, personnellement – incapables d'agir. Les deux sous-groupes interprètent la situation présente comme une situation de transition. La route à suivre dans la situation présente pour les hommes plus âgés dans cette situation est caractérisée par l'orientation professionnelle ou la résignation; aucune tendance n'est perceptible chez les hommes plus jeunes. Les relations familiales sont caractérisées par la continuité



chez les plus jeunes, et par des perturbations chez les hommes plus âgés. Les deux sous-groupes indiquent que leurs propres familles sont pour l'instant inaccessibles et les contacts avec le réseau informel semblent limités. Les réseaux institutionnels ont tendance à être utilisés par les hommes plus jeunes si le besoin s'en fait sentir, alors que les autres en sont davantage dépendants. Les hommes de ces deux groupes se retrouvent plus souvent que d'autres dans des logements accompagnés.

Ces modèles de masculinité montrent des différences internes importantes vis-à-vis du système d'aide en ce qui concerne l'utilisation des ressources et l'autonomie d'action : l'affirmation individuelle est fortement liée à l'expérience de la capacité individuelle à agir, mais est également liée à la vie dans la rue et à l'utilisation des services. Le modèle de changement de rôle correspond à l'utilisation la plus élevée des services. Le modèle de la division traditionnelle du travail est relié à un rayon d'action moyen et à une utilisation moyenne des services. Enfin, dans le modèle de caractère diffus, il n'y a que rarement des possibilités d'action perceptibles et les services sont rarement utilisés.

Dans les modèles les plus proches de la masculinité hégémonique – l'affirmation et la division du travail – les hommes n'utilisent pas beaucoup les services sociaux, mais semblent compenser ceci par une forte perception de leur autonomie. Néanmoins, une grande part des données indique que ce rayon d'action propre se limite essentiellement à maintenir le statu quo, et cette interprétation est fortement caractérisée par une illusion d'autonomie. En revanche, on trouve considérablement moins de cas de ce type dans le modèle de la masculinité de caractère diffus, caractérisé par une perception d'impuissance et de manque de ressources. Le petit groupe d'hommes qui changent plus ou moins délibérément leur rôle masculin confirme que des modèles alternatifs de masculinité sont possibles. Le niveau élevé d'utilisation des ressources par les quelques hommes de l'échantillon orientés vers le changement indique qu'un tel modèle peut être bénéfique pour les hommes.

LE SYSTÈME D'AIDE

Les hommes interrogés font la distinction entre trois formes d'aide : les autorités comme la protection sociale, les bureaux du logement ou les agences pour l'emploi ; les institutions que les hommes utilisent quotidiennement et où ils vivent souvent ; et les prestataires de soins qui sont personnellement en charge d'eux.

Les hommes interrogés ont émis les plus fortes réserves quant au travail des autorités, y compris les agences pour l'emploi. Parmi les aspects-clés de ces évaluations négatives, il y a la perception subjective d'une faible estime de soi et le problème de la dépendance à l'aide ou la limitation de l'autonomie qui y est liée. Un autre tableau émerge de plusieurs services aux sans-abri. Ces derniers sont perçus comme étant vitaux pour la survie et adaptés aux besoins des personnes concernées. Ils sont considérés comme faisant partie du monde dans lequel ils vivent et aussi où ils sont actifs. En tant que tels, ils tendent à effacer la polarité

entre ceux qui recherchent et ceux qui apportent de l'aide. La très grande majorité des hommes interrogés considèrent que le contact avec des personnes spécifiques qui les accompagnent dans le cadre du système d'aide est très important ; en effet, les deux tiers des hommes interrogés considèrent ces contacts comme des relations personnelles et de proximité. Parmi les compétences professionnelles des travailleurs sociaux considérées comme étant essentielles par les hommes concernés, sont cités l'engagement auprès des gens, la connaissance du système de santé, de la situation de ceux qui sont dans le besoin afin de pouvoir leur venir efficacement en aide et enfin, leur capacité à établir un contact proche et personnel.

Globalement, l'utilisation du système d'aide par les hommes qui ont un besoin urgent de logement est déterminé par deux postulats : une très grande dépendance vis-à-vis de l'aide qu'on leur apporte et une action résultante en vue de contrecarrer la menace qui pèse sur leur masculinité, qui mène à son tour à des efforts accrus pour garantir leur liberté de décision et d'autonomie. La contradiction entre les deux préoccupations structurelles des hommes en situation de besoin urgent de logement peut rarement se résoudre dans le cadre du système d'aide très administratif ; inversement, l'évaluation des différents services montre que leur adaptation aux besoins des personnes concernées réduit considérablement la tension entre la dépendance et la liberté de décision. Enfin, les différents travailleurs sociaux parviennent à établir de telles relations personnelles avec les hommes concernés que ces derniers peuvent déléguer une partie de leurs pouvoirs de décision et percevoir cela comme une décision autonome.

CONCLUSION

On observe plusieurs «images d'hommes», c'est-à-dire des modèles interprétatifs de la masculinité, chez les hommes en situation de besoin urgent de logement. Ces modèles doivent être envisagés comme des adaptations des structures existantes et comme déterminant l'action dans ces structures. Réciproquement, différents modèles interprétatifs peuvent être envisagés en ce qui concerne le problème de logement, l'utilisation de réseaux sociaux, les questions qui concernent l'emploi et le chômage, la santé, les relations de couple, la violence, etc., qui se composent des interprétations de l'homme interrogé sur la manière dont ces situations sont survenues et les explications de ses propres actions. Les «images d'hommes» et d'autres modèles d'action et d'interprétation apparaissent clairement interconnectés. À tout le moins, elles co-déterminent ce qui pousse à agir et ce qui bloque les hommes concernés à l'heure de surmonter la situation de sans-abrisme ou de besoin urgent de logement. Prendre dûment en compte ces images et ces modèles dans le cadre d'une offre de services en fonction du genre peut contribuer à offrir une aide «plus appropriée» et dès lors plus efficace.



Les femmes et le sans-abrisme en Allemagne

Par le Dr. Uta Enders-Dragässer¹, Directrice de recherche au GSF e.V. (Gesellschaft für Sozialwissenschaftliche Frauen- und Genderforschung e.V., Société de recherches en sciences sociales sur les femmes et le genre), Allemagne

Le débat sur le sort des femmes, la recherche sur les femmes et les projets de modèle d'inclusion des femmes [...] ont eu pour résultat la reconnaissance des femmes sans domicile comme groupe cible spécifique avec des besoins spécifiques différents de ceux des hommes.

UN GROUPE CIBLE SPÉCIFIQUE

En Allemagne de l'Ouest au début des années 1980, des femmes travaillant dans le domaine de la recherche sociale et en matière d'assistance sociale ont entamé un débat sur la spécificité du genre en référence aux questions du nouveau mouvement des femmes, comme la division du travail en fonction du genre, l'(in)égalité des chances, la violence des hommes contre les femmes, le sexisme ainsi que les rôles et les stéréotypes en fonction du genre. Dans leur critique, elles mettaient l'accent sur l'impact des inégalités structurelles sur le sans-abrisme féminin plutôt que sur les déficiences personnelles en tant que causes de sans-abrisme. Sont apparus le risque de pauvreté, de violence qu'encourent les femmes, les conflits et les crises qui émergent en raison du travail domestique non rémunéré, les inégalités dans le monde du travail et le harcèlement au travail, leurs besoins en cas de grossesse, de séparation ou de divorce et en tant que femmes célibataires. Cela a changé la perception des femmes sans domicile dans le système de protection sociale. Cela les a rendues visibles en tant que groupe cible hétérogène². Et cela a permis de mettre en lumière certains pièges auxquels les femmes doivent faire face : quoi qu'elles décident en ce qui concerne leur mode de vie, qu'elles dépendent d'un compagnon «gagne-pain» ou qu'elles essaient de harmoniser travail et obligations familiales pour être indépendantes financièrement, en particulier si elles sont mères célibataires, qu'elles quittent un partenaire violent ou qu'elles restent avec lui, elles encourent des risques considérables de connaître une pauvreté extrême et un déclin social soudain. Les femmes à risque doivent faire face à des problèmes multi-dimensionnels qui font partie intégrante d'événements et de crises de la vie spécifiques à leur genre qui sont considérés comme «normaux» pour une grande partie de la population. Le sans-abrisme surgit quand toutes les ressources économiques, sociales et autres s'écroulent et que d'autres types d'aide sociale et de réseaux de soutien sont hors d'atteinte. Alors le soutien externe est crucial, mais est souvent insuffisant, vient trop tard ou n'est pas disponible, en particulier quand il y a des enfants.

Le débat sur le sort des femmes, la recherche sur les femmes et les projets de modèle d'inclusion des femmes financés par le gouvernement allemand³ ont eu pour résultat la reconnaissance des femmes sans domicile comme groupe cible spécifique avec des besoins spécifiques différents de ceux des hommes. De nouveaux services innovants pour les femmes ont été mis sur pied et l'on a développé des normes de travail liées aux femmes.

LE SANS-ABRISME VISIBLE ET CACHÉ

Les femmes sont sous-représentées dans les deux systèmes de soutien allemands, le système municipal et celui qui est développé par les associations d'assistance sociale et les petites organisations caritatives. Dans le débat général, les femmes et leurs besoins spécifiques sont marginalisés. Tant que ce débat ne tient pas compte du genre, les besoins en fonction du genre, non seulement des femmes, mais également des hommes ne sont pas traités de façon adéquate⁴.

Dans tous les types d'offres d'accompagnement mixtes, les femmes doivent faire face à la domination et au harcèlement des hommes. Elles craignent la violation de leur intimité et la dégradation sociale. La protection contre la violence masculine est insuffisante et on considère souvent même qu'elle n'est pas nécessaire. Les clientes et les femmes membres du personnel sont concernées. Les dispositifs de soutien mixtes ne sont pas des lieux où les femmes peuvent s'exprimer librement à propos de leurs expériences désastreuses de violence masculine et des dégradations spécifiques de la situation sociale des femmes. C'est pourquoi les femmes évitent ces services et essaient de cacher à tout prix leur sans-abrisme. Elles recherchent des solutions privées. Elles essaient d'aller chez des membres de leur famille, chez des voisins, des amis, des «connaissances» où elles sont hébergées de façon temporaire et souvent précaire. Dans ce cadre, elles risquent d'être exploitées et de subir des violences et même de perdre leur droit aux aides. Si elles trouvent un logement à court terme, par exemple, chez une «connaissance», les organismes municipaux et les autorités sociales peuvent ne pas les considérer comme étant sans-abri et refuser de leur venir en aide. En raison du manque général de services d'orientation et d'assistance facilement et rapidement accessibles, leur extrême pauvreté et leurs besoins sont perçus trop tard et l'on s'y attaque trop tard.

Par conséquent, on suppose que les femmes qui sont visiblement sans domicile dans la rue, qui dorment dans la rue, que l'on imagine sans ressource, malades mentales ou impotentes sont les femmes sans-abri «typiques». Mais elles sont minoritaires. Le sans-abrisme caché est la situation de logement «typique» de femmes, célibataires ou avec un compagnon et aussi surprenant que cela puisse paraître, des mères avec leurs enfants, dont les besoins en termes d'accompagnement et d'aide ne sont même pas reconnus⁵.

1 enders@gsfv.de

2 Enders-Dragässer 1999

3 Voir Enders-Dragässer et al. 2005

4 Voir Enders-Dragässer et al. 2005; Fichtner et al. 2005

5 Enders-Dragässer et al. 2005



SITUATION ÉCONOMIQUE ET FACTEURS DE RISQUE

La recherche qualitative sur les femmes en situation de sans-abrisme visible et caché⁶ montre que les femmes interrogées expriment des modèles interprétatifs concernant la manière de gérer au jour le jour leur manque profond de ressources et de points de référence. L'un de leurs modèles interprétatifs concerne l'importance et la nécessité de travailler, avec pour prérequis une bonne éducation scolaire et une bonne formation professionnelle. Les femmes en situation de sans-abrisme évoquent les discriminations dans l'éducation et dans le milieu professionnel. Elles décrivent l'impact de ces discriminations sur les périodes de chômage souvent longues ainsi que sur leurs situations de vie difficiles.

La plupart des femmes, à l'exception des très jeunes, ont travaillé pour certaines jusqu'à une période de 30 ans et avec des niveaux divers de qualifications, la moitié d'entre elles dans des emplois à bas salaire. Seul un tiers d'entre elles avaient été pauvres avant de devenir sans domicile. Les femmes se définissent elles-mêmes comme étant exclues du monde du travail. Elles disent explicitement que l'emploi est pour elles primordial dans la résolution de leurs problèmes, quel que soit leur niveau de formation. Elles considèrent qu'il est aussi important d'être soutenues du point de vue du logement que de se réinsérer professionnellement. En disant cela, elles expriment des besoins qui vont bien au-delà des services de logement.

Les femmes envisagent la pauvreté, le mauvais enseignement scolaire, la violence et la toxicomanie dans leurs familles comme autant de causes majeures de leur sans-abrisme. Certaines femmes expliquent que le manque de ressources permanent des parents les a maintenues dans un piège de pauvreté. En tant que filles de parents défavorisés, elles ont été privées des moyens nécessaires pour rompre le cercle vicieux de la pauvreté, qui consistent, selon elles, en une bonne éducation et une bonne formation professionnelle. Elles considèrent que c'est la meilleure manière d'obtenir un emploi et de gagner sa vie.

Quand les mariages ou les concubinages sont devenus insoutenables en raison de violences domestiques, de la pauvreté ou de la maladie ou après un décès, certaines d'entre elles ont essayé de faire face en ayant recours à l'alcool ou à la drogue. Cela s'est souvent révélé être un échec et a provoqué une dépendance chez certaines. Certaines femmes ont été sujettes à des injures extrêmes et ont vu leur vie se briser. Elles ont quitté leur compagnon abusif et leur maison brusquement. Avec le sentiment que tout est futile, elles ont voyagé sans but, quelquefois pendant des années.

Les tentatives individuelles pour faire face aux urgences peuvent être analysées en tant qu'exemples d'exclusion économique ou de discrimination à l'emploi. L'importance cruciale des facteurs et des risques structurels et des perceptions préconçues de

«déficiences personnelles» est devenue évidente. Certaines femmes, par exemple, ont perdu leur emploi parce qu'elles ont été discriminées en tant que mères. D'autres ont perdu des enfants qui ont été placés dans des familles d'accueil, dans des foyers ou adoptés parce qu'on leur a refusé de l'aide en tant que mères célibataires.

Certains facteurs de risque ont émergé comme indicateurs quelquefois précoces d'une période de sans-abrisme qui survient plus tard: la pauvreté et la violence vécues depuis l'enfance; les problèmes d'alcool ou de drogue chez les parents; des ressources insuffisantes dans la famille; une situation défavorisée à l'école; des exclusions liées à l'emploi; des délits graves; un manque de soutien extérieur, souvent depuis l'enfance.

VIVRE AVEC SES ENFANTS

Un modèle d'interprétation partagé par toutes les femmes est l'importance de la maternité et du fait de vivre avec ses enfants. Les mères veulent avoir la possibilité de rester avec leurs enfants ou de les récupérer. Celles qui ont perdu leurs enfants en raison d'un décès, d'une adoption, d'un placement en famille d'accueil vivent très difficilement cette perte.

Les mères expriment leur besoin de logement, mais également de diplômes et de réinsertion professionnels, parce qu'elles envisagent le travail comme unique solution à leurs problèmes. C'est pourquoi harmoniser les exigences familiales et professionnelles est extrêmement important pour elles. Elles accordent énormément de valeur au fait de donner une bonne éducation à leurs enfants. Certaines d'entre elles ont fait adopter leurs enfants pour leur donner de meilleures chances dans la vie.

Dans le débat public en Allemagne concernant la «pauvreté des enfants», on ne prend pas en compte le fait que les enfants sont pauvres parce que leur mère est pauvre, que les mères manquent des ressources de base et ont un besoin urgent d'être soutenues. Le sans-abrisme des mères est caché; cela ne semble pas exister. Donc, les organismes en charge des mères sont ignorés et elles risquent de perdre leurs enfants si elles ne peuvent pas «payer» ou «marchander» au sein de leurs réseaux sociaux pour répondre aux nombreux besoins de leurs enfants en matière de croissance physique, mentale, psychologique, intellectuelle et sociale comme un logement adéquat, la nourriture, l'éducation, l'interaction avec d'autres enfants, le sport et les activités culturelles. Par conséquent, les femmes font état d'expériences ambivalentes ou négatives avec les autorités en charge de l'assistance sociale, de l'emploi et de la jeunesse.

L'ÉTAT DE SANTÉ

Les raisons de santé, le handicap, la toxicomanie, le stress et les dépressions lourdes sont également considérées par les femmes de l'échantillon comme des causes importantes de sans-abrisme. Des besoins

6 Voir Enders-Dragässer et al. 2005



spécifiques en termes de soutien sont le résultat de la violence, du handicap, de la toxicomanie, de traumatismes et de problèmes liés à leur santé génésique.

L'état de santé des femmes sans domicile semble pire que celui de la moyenne des femmes. Les services de santé sont difficiles d'accès ou sont insuffisants. Les femmes évitent les services de soutien psychiatriques et trouvent les services destinés aux femmes sans domicile beaucoup plus utiles.

LES RÉSEAUX DE SOUTIEN SOCIAL INFORMELS DES FEMMES

Les modèles interprétatifs des femmes tournaient souvent autour du fait de faire face aux problèmes de façon active. Elles prennent contact avec les services de soutien destinés aux femmes, elles regardent, écoutent ou demandent des informations et du soutien. Elles rencontrent souvent d'autres femmes touchées grâce aux services destinés aux femmes. Elles considèrent les réseaux de soutien informels qu'elles peuvent créer comme très précieux. Ces réseaux informels sont très différents par rapport aux réseaux familiaux parce qu'ils impliquent l'accès à des professionnels et à des ressources externes de soutien. Les femmes créent des réseaux dans les espaces publics qui les protègent de la violence et de la domination masculines. Elles mettent sur pied de petits réseaux informels avec des femmes en particulier quand elles veulent quitter des environnements de drogue dominés par les hommes ou des milieux violents.

LES SERVICES DE SOUTIEN AUX FEMMES

La plupart des femmes insistent sur le fait qu'elles ont pu faire face à leurs problèmes de façon efficace en travaillant avec les professionnelles des services de soutien aux femmes, souvent mis sur pied par de petites organisations caritatives. Elles y ont le sentiment d'être respectées et appréciées et ont beaucoup d'estime pour leur expertise. Elles apprécient beaucoup le fait de pouvoir résoudre leurs problèmes et de retrouver un chemin personnel vers la «normalité».

La «crise» des systèmes de soutien classiques en Allemagne dont il est souvent question ne semble pas s'appliquer aux développements des services de soutien pour les femmes. Plusieurs études et les recherches évaluatives des projets de modèle financées par le gouvernement allemand ont eu une influence considérable sur les développements pratiques parce que les inégalités et les déficiences des deux systèmes de soutien sont apparues beaucoup plus clairement grâce au débat sur la situation des femmes. Les nouveaux services innovants sont destinés exclusivement aux femmes et le personnel est exclusivement féminin, sur la base de normes de travail liées aux femmes. Des agences d'orientation et de conseil, des services de soins de jour, de nouveaux programmes de logement, de nouveaux programmes de formation et de réinsertion dans le monde du travail ont été mis sur pied, souvent par de petites organisations caritatives indépendantes. Les normes de travail formulées en matière de droits des femmes garantissent un espace sécurisé pour une communication sans

entrave, de l'accompagnement, des qualifications professionnelles, du renforcement de capacités, de la participation, des lieux pour les femmes où il n'y a pas d'hommes et donc pas de violence ni de domination masculines, où les femmes peuvent communiquer avec des professionnelles à propos de leurs expériences et de leurs besoins sans contraintes liées au genre. Elles reconnaissent les engagements sociaux spécifiques des femmes. Ces normes de travail sont un travail préparatoire dans le cadre du domaine en expansion des «bonnes pratiques» en matière de services de soutien aux femmes⁷.

CONCLUSION

Les problèmes multi-dimensionnels des femmes font partie intégrante des événements et des crises liés au genre qui tendent à être considérés comme «normaux» par une grande partie de la population. Le sans-abrisme survient quand toutes les ressources s'effondrent. C'est pourquoi des développements à l'avenir doivent prendre en compte que les femmes qui sont en situation de sans-abrisme caché ou qui risquent de tomber dans cette situation doivent être aidées par les services d'orientation et de conseils qui doivent pouvoir identifier leur problème de façon beaucoup plus précoce. Dans tous les services d'accompagnement, y compris les services mixtes, on doit prendre en compte et traiter les situations de vie des femmes et leur charge de travail particulière de façon spécifique en raison de leur engagement social. Des coopérations efficaces entre tous les différents systèmes d'accompagnement sont nécessaires afin de lutter contre l'exclusion de certains groupes à risque spécifiques, comme les jeunes femmes, les mères et leurs enfants, les femmes souffrant de maladie mentale ou les femmes toxicomanes ainsi que les femmes handicapées. Outre tous ces développements, il est nécessaire d'intégrer la dimension de genre dans tous les domaines du travail social pour les femmes comme pour les hommes qui sont sans domicile ou risquent de le devenir.

RÉFÉRENCES

- Enders-Dragässer, Uta: National Report 1999 Germany, Observatoire européen sur le sans-abrisme. FEANTSA Brussels o.D.
- Enders-Dragässer, Uta: 'La femme, l'exclusion et le sans-abrisme en Allemagne', In: *La Femme sans-abri en Europe : Parcours, services et expériences*, sous la direction de Bill Edgar et Joe Doherty, (Bristol: The Policy Press, 2001)
- Enders-Dragässer, Uta/Sellach, Brigitte u. a.: *Frauen in dunklen Zeiten Persönliche Berichte vom Wohnungsnotfall: Ursachen – Handlungsspielräume – Bewältigung. Eine qualitative Untersuchung zu Deutungsmustern und Lebenslagen bei Wohnungsnotfällen von Frauen*, Frankfurt 2005, http://www.gsfev.de/pdf/Frauen_in_dunklen_Zeiten.pdf
- Fichtner, Jörg u. a.: "Dass die Leute uns nich' alle über einen Kamm scheren". Männer in Wohnungsnot. Eine qualitative Untersuchung zu Deutungsmustern und Lebenslagen bei männlichen Wohnungsnotfällen, Frankfurt 2005 http://www.gsfev.de/pdf/Maenner_in_Wohnungsnot.pdf

7 Voir Enders-Dragässer et al 2005



Femmes en errance, femmes en souffrance, au-delà des apparences : L'association «Femmes SDF» à leurs côtés

Par Marie-Claire Vanneville¹, Directrice, Femmes SDF, France

Qui sont ces femmes que nous croisons de plus en plus souvent, faisant la manche, ou encore en attente, discrètes et effacées, entourées de sacs, dans une gare, dans un lieu d'accueil d'urgence... ?

Quelle histoire ou plutôt quelles histoires les conduisent dans cette errance, fuite sans fin d'une souffrance intérieure extrême, d'une impossibilité, parfois, à vivre le réel ?

Même s'il s'agit de situations bien différentes, elles ont toutes en commun un long parcours d'errance qu'alimente la précarité matérielle.

Les parcours d'errance peuvent se traduire par des passages à la rue. La rue est le miroir grossissant de notre société, les rapports entre les hommes et les femmes y sont exacerbés, et il semble que la société amène les femmes à vivre l'errance différemment parce qu'elles sont femmes. Car, dans notre culture et nos représentations, la rue, l'espace public², est l'espace des hommes. Il est par essence baigné de violence, une violence qui s'accroît aujourd'hui au quotidien avec l'augmentation de la précarité.

Vulnérables, fragilisées, les femmes y deviennent des proies potentielles faciles. Elles le savent et par instinct de survie, instaurent des tactiques³ très élaborées pour se protéger. Il faut «sauver les apparences», «se débrouiller». Ces tactiques se déclinent de façon différente suivant l'âge, la culture d'origine, l'histoire de chacune. Mais la caractéristique essentielle est de se rendre invisible le plus possible pour ne pas se faire repérer. Ce point commun - invisibilité, opacité - ressort de toutes les études faites sur cette population en Occident.

C'est aussi pourquoi un secret, un silence profonds entourent le lieu où elles dorment ; on sent qu'il s'agit là de protéger sa vie, qu'il s'agit de vie ou de mort.

Si elles se rendent invisibles, c'est aussi par honte et culpabilité.

Elles n'ont pas répondu aux attentes et exigences de la société envers elles, attentent qu'elles ont faites leurs. Et la honte qu'elles ressentent, la société ne cesse de l'alimenter par le regard du passant. Elles n'ont réussi à satisfaire à aucun des rôles qui leur sont dévolus : elles n'ont pas de «foyer», place essentielle attribuée à la femme ; leur vie affective est faite d'échecs répétés, elles n'ont pas réussi leur vie de couple ; leurs enfants sont placés, elles n'ont pas su être mère ; la souffrance les pousse souvent vers l'alcool ; et le regard de notre société sur les femmes alcooliques n'est pas tendre... La précarité matérielle, l'exclusion dans lesquelles les femmes s'enfoncent avec le temps exacerbent le sentiment de honte. Il conforte la mésestime de soi, la

dévalorisation, le mépris si ancrés en elles.

Une mauvaise alimentation, le stress, le froid, les addictions, abîment leur corps qui est d'autant plus meurtri et endolori qu'il est exposé. Les femmes «ne prennent plus soin d'elles-mêmes», ce qui conforte et alimente leur désamour profond d'elles-mêmes. Ce corps de femme qu'elles ne sentent plus est peu à peu oublié, ignoré, nié. En fait, c'est contre elles-mêmes et leurs souffrances qu'elles se barricadent et s'oublient peu à peu. L'existence est effacée, gommée. C'est pourquoi, pour les femmes qui basculent dans la clochardisation, même si elles sont peu nombreuses, une cassure irréversible se fait au plus profond d'elles-mêmes, qui se traduit par une dégradation physique beaucoup plus marquée et rapide que chez les hommes.

L'errance est un parcours en perpétuelle partance, une fuite en avant qui permet de survivre, et qui n'a de temps que l'immédiateté, une façon de se fuir soi-même au quotidien, de fuir l'insupportable enfoui en soi.

Ce sont des histoires de blessures très anciennes, de difficultés à vivre ; des histoires de place en tant que femme, d'intime touché, où très souvent la femme n'a pas été acceptée dès sa naissance ; des histoires de vie, de mort, vécues dans une grande solitude.

Ce sont des histoires de violences physiques et psychiques, de violences sexuelles, de viols, tués depuis très longtemps.

A tout cela s'ajoutent, avec le temps et l'âge, des échecs répétés traduisant la difficulté à dépasser les traumatismes anciens, une reproduction de situations à l'infini, un cycle infernal : maternités répétées, changements continuels d'hébergement...

Les situations se répètent aussi parce que ce sont celles-là que ces femmes savent vivre, parce que quelque chose veut se dire et être entendu.

Il y a de toute évidence difficulté à être, à être femme.

Pour certaines, la poursuite des démarches administratives fait partie de l'errance, de cette stratégie inconsciente de fuite. Elles y excellent et surconsument toutes les offres de services, dans une sollicitation incessante. Elles se perdent dans les démarches, sollicitant plusieurs services pour la même chose, jusqu'à s'épuiser et épuiser leurs interlocuteurs. Derrière les demandes incessantes se cache une autre quête, une quête affective constante. Vivre dans la répétition, c'est aussi chercher un bonheur qui paraît impossible.

Mais une force et une énergie inébranlables se dégagent d'elles, qui les accrochent énergiquement à la vie.

La rue est le miroir grossissant de notre société, les rapports entre les hommes et les femmes y sont exacerbés, et il semble que la société amène les femmes à vivre l'errance différemment parce qu'elles sont femmes.

1 femmessdf@orange.fr

2 «Insécurité dans les espaces publics : comprendre les peurs féminines» S. Condon, M. Lieber, F. Maillochon, article paru dans la revue française de sociologie, 46-2, 2005, p 265-294

3 «L'invention du quotidien» Michel de Certeau, Tome 1, «10/18», 1980.



Elles adaptent leur histoire à chaque interlocuteur, en la fragmentant, en la tronquant, jusqu'à en oublier «leur» histoire personnelle, «leurs mots». Une occasion de plus pour oublier les douleurs liées au passé, se perdre dans le bavardage et s'enfermer dans le silence, oublier son «jardin secret».

Ne pas se faire voir, ne pas se faire entendre, ne pas laisser de trace, ne pas exister ...

Les femmes en errance perdent ainsi progressivement les repères de leur identité : elles n'habitent plus de logement, elles n'habitent plus leur corps, elles n'habitent plus leur langage. Il leur arrive souvent et de façon très symbolique de perdre leurs papiers d'identité...

En fait il s'agit de s'oublier, d'oublier son identité, son identité sexuée.

Tout ceci mène à un profond fatalisme. Constamment dévalorisée, l'image de soi s'est effacée, elle est à reconstruire.

LA DÉMARCHÉ DE L'ASSOCIATION «FEMMES SDF»

Afin qu'elles réinvestissent leur existence, il apparaît essentiel de leur permettre de retrouver leurs mots, de les impliquer dans toute action. Depuis sa création, toutes les activités de l'association «Femmes SDF» reposent sur cette démarche.

Ainsi, à partir de leurs paroles et de leurs besoins recueillis au fil du temps, un projet s'est construit avec elles. Il a donné lieu à l'ouverture du «Local des femmes», petit accueil de jour, en décembre 2004. Sa philosophie et ses principes de fonctionnement ont été élaborés avec les femmes concernées.

- Il s'agit d'un lieu sécurisant, protégé, où l'accueil se fait dans l'anonymat.
- C'est un lieu sans hommes, mais pas contre les hommes.
- Les femmes peuvent venir s'y poser dans la journée, autant de fois qu'elles le désirent.
- Leurs compagnons animaux sont acceptés.
- Il n'y a pas de distribution, mais des moments de partage : chaque personne est riche de ses ressources personnelles.

En se posant, les femmes retrouvent leur corps, le premier agressé dans leur situation d'errance féminine : elles peuvent prendre une douche, un bain, se maquiller, se reposer dans un lit douillet... Ce lieu leur offre différentes possibilités de s'accorder du bien-être.

Dans cette détente qui s'opère, elles retrouvent peu à peu la parole et se «refamiliarisent» avec les mots.

En renouant avec leur intimité, elles se rapprochent d'elles-mêmes et donc des autres et, progressivement, se risquent à nouveau sans crainte à la relation à l'autre.

Elles sortent de la solitude ; des solidarités renaissent.

Leur participation à la vie du «Local» s'inscrit dans le quotidien : choisir ensemble ce que l'on a envie de manger, ce que l'on peut imaginer pour mieux vivre ensemble... Les femmes retrouvent des rituels, des repères dans le temps.

Elles proposent et organisent elles-mêmes des sorties, tout comme les fêtes et les anniversaires. Elles sont désireuses de participer à des manifestations culturelles, voire politiques, ouvertes à tout public et non stigmatisantes.

Toutes ces petites choses de la vie favorisent le retour

du désir, le retour de l'envie de vivre, chez ces femmes en perte d'elles-mêmes.

Les femmes peuvent ainsi, au fil du temps, habiter de nouveau leur corps, un espace, ... leur vie.

Peut-être pourra se rompre progressivement et dans le temps, le processus de l'errance.

Depuis son ouverture, nous comptons 3973 passages, soit 270 femmes différentes.

Après cinq ans de fonctionnement, nous constatons que les femmes qui fréquentent l'accueil depuis un certain temps évoluent. Il s'agit d'évolutions très subtiles et profondes.

Dans la construction d'un lien même fragile, nous sentons que la personne se rassemble.

Nous constatons que certaines femmes «se portent mieux» : la possibilité de se poser un moment dans la journée et de prendre soin de soi, de retrouver les rituels de la vie quotidienne, de reprendre «sa» parole, tout cela contribue à un mieux-être, à une meilleure santé.

Ce mieux-être est d'autant plus visible que nous rencontrons des femmes de plus en plus abîmées.

Mais ce cheminement est long et rend modestes les personnes qui les accompagnent.

En 2007, nous avons constaté que, la précarité augmentant, la violence dans la rue se faisait plus forte, en particulier à l'égard des femmes, entraînant un fort repli sur elles-mêmes, sur le couple, et / ou la bande. Les femmes les plus marginalisées fréquentaient alors beaucoup moins le «Local».

Il a donc été décidé d'aller là où elles vivent, dans la rue et dans les lieux toujours mixtes qu'elles fréquentent, tels les centres d'hébergement d'urgence, les accueils de jour.

L'objectif est de se faire repérer par des femmes qui ne fréquentent pas le «Local», de se rendre disponible, à l'écoute, de tisser dans la durée un lien de confiance, pour leur permettre de déposer une parole, des souffrances bien souvent bâillonnées par les difficultés de la vie. C'est aussi être à l'écoute de la parole des hommes, compagnons de galère, de ce qu'ils disent de leur rapport aux femmes et de leur faire prendre conscience des difficultés, bien différentes des leurs, que rencontrent celles qu'ils côtoient, de la violence qu'elles vivent au quotidien dans la rue.

C'est à nouveau leur donner un espace de parole, un espace pour exister en tant que femmes.

Aujourd'hui, nous constatons que cette action est plus que jamais nécessaire : les femmes se montrent plus nombreuses et plus visibles dans la rue ; elles sont de plus en plus jeunes et fragilisées.

L'association chemine au quotidien avec les femmes et les accompagne au rythme de l'évolution du monde de la rue. Elle s'interroge et invente, au fil du temps, des réponses adaptées en les impliquant le plus possible, sans cesse attentive, à l'écoute, sans jamais oublier les plus exclues, les «sans voix».

Aujourd'hui, l'existence de ces femmes est acceptée. Mais cette réalité dérange toujours. Car elle interpelle chacun au plus intime de lui-même.

Leurs différences et difficultés à vivre en tant que femmes demeurent difficiles à faire reconnaître. C'est le combat que mène au quotidien l'association «Femmes SDF», à leurs côtés.



Les femmes sans domicile en Hongrie

Par **Katalin Szoboszlai**¹, *Conférencière à l'Université de Debrecen et présidente de l'Association Periferia, Hongrie*

INTRODUCTION

Dans cet article, nous essayerons de comprendre les problèmes liés au sans-abrisme, en particulier la trajectoire des femmes vers ceci². En Hongrie, nous n'avons quasiment pas d'informations basées sur des recherches empiriques en ce qui concerne les femmes sans domicile. La recherche sur ce sujet est habituellement centrée sur les causes du sans-abrisme et sur les fonctions des services disponibles. Les caractéristiques du sans-abrisme chez les hommes et du sans-abrisme chez les femmes ont été analysées dans la recherche figurant dans la revue de recherche «*Február 3*», publié en 2008, dans lequel on précise certaines différences typiques dans les parcours vers le sans-abrisme bien que l'on n'y examine pas les causes et les trajectoires des femmes vers le sans-abrisme. Dans cet article, je voudrais présenter les résultats de ma recherche. Je présenterai une représentation graphique du parcours d'une femme vers le sans-abrisme, complétée de l'analyse des événements de sa vie qui ont affecté sa situation en matière de logement et les relations sur lesquelles elle pouvait compter et ont finalement causé son exclusion du logement.

LA MÉTHODE DE RECHERCHE

Au cours de cette recherche, j'ai utilisé des méthodes qualitatives qui m'ont donné l'occasion d'observer de plus près les parcours de vie individuels. En menant cette recherche sur le sans-abrisme chez les femmes, mon but était de comprendre plus en profondeur les facteurs micro-sociaux, d'explorer la relation de cause à effet, de cartographier le processus qui mène au sans-abrisme, d'analyser la trajectoire qui mène au sans-abrisme et enfin et surtout, de découvrir quels sont les facteurs de risque qui contribuent de façon importante à la situation dans laquelle se trouvent ces femmes sans domicile.

Nous avons utilisé des méthodes qualitatives pour collecter les données. En termes de méthode d'étude, mon choix s'est porté sur des entretiens. Des entretiens en profondeur permettent au chercheur d'approcher les modes de vie individuels et de révéler des événements du passé apparemment sans importance. Dans la première partie de l'entretien, je cherchais à connaître les événements de la vie de la petite enfance au sans-abrisme, alors que dans la seconde partie, les questions portaient sur leur expérience de sans-abrisme. Ces entretiens ont été menés à Nyíregyháza et à Budapest. Entre février et mars 2008, j'ai pu mener 10 entretiens à Nyíregyháza et 11 à Budapest; c'est-à-dire 21 entretiens avec des femmes³.

Les entretiens étaient centrés sur des femmes sans-abrises⁴ selon la typologie européenne des personnes sans domicile. Les femmes interrogées dormaient soit dans la rue, soit dans des refuges et, pendant la

journée, elles étaient soit dans des pièces chauffées ou dans des endroits publics et n'utilisaient que des services limités⁵.

ANALYSE DE PARCOURS DE SANS-ABRISME

Nous présentons une représentation graphique de 'parcours de sans-abrisme' afin de montrer la trajectoire vers le sans-abrisme. Le parcours vers le sans-abrisme tiré des histoires de ces femmes montre que le sans-abrisme n'est pas simplement dû à un manque de logement, mais qu'il s'agit plutôt d'un ensemble de problèmes complexes qui s'accumulent. À partir d'un parcours individuel vers le sans-abrisme, nous pouvons observer les facteurs de risque au sein de la vie de famille, en termes de logement et de relations qui peuvent mener au sans-abrisme, et nous pouvons mieux comprendre la corrélation qui existe entre les deux.

La représentation graphique sélectionnée montre les manières typiques de devenir sans-abri. Une phrase clé, qui caractérise le mieux le parcours vers le sans-abrisme, est jointe à la représentation graphique avec un nom fictif et l'âge de la personne en question. La causalité des expériences de vie individuelles, des situations en matière de logement et des interactions avec les services/les personnes est indiquée par des flèches. Outre la représentation graphique du sans-abrisme, le processus qui mène au sans-abrisme est également décrit dans l'analyse ainsi que les caractéristiques les plus saillantes. Outre les données factuelles comme le mariage, le divorce, les maladies, nous avons également pris en compte certains facteurs personnels, qui se sont révélés des choix déterminants dans les événements de la vie et dans le vécu ainsi que dans l'évaluation de l'état.

LE PARCOURS D'ARANKA VERS LE SANS-ABRISME

Quand Aranka était enfant, elle a vécu dans des comtés lointains; elle est passée du Comté de Baranya où vivait son père à celui de Szabolcs où vivait sa mère. Ses parents étaient alcooliques et trouvaient toujours une raison pour frapper leur enfant. Ses parents ont divorcé quand elle avait neuf ans et elle a emménagé chez son père à Pécs. Elle devait s'occuper de ses sœurs et quand elle ne répondait pas aux attentes de son père, elle était punie et frappée. Suite à l'un de ces incidents, elle a décidé de retourner chez sa mère, dans l'Est du pays et c'est là que le sans-abrisme est entré dans sa vie. À l'âge de 16 ans, elle vivait chez sa mère quand son beau-père l'a violée. Le tribunal a condamné le beau-père à une peine de prison, la fille a décidé d'aller à Budapest. Plus tard, elle n'a pas eu de chance avec les hommes et a de nouveau été battue. Elle est seule depuis un moment.

À partir d'un parcours individuel vers le sans-abrisme, nous pouvons observer les facteurs de risque au sein de la vie de famille, en termes de logement et de relations qui peuvent mener au sans-abrisme, et nous pouvons mieux comprendre la corrélation qui existe entre les deux.

1 szoboszlai@t-online.hu

2 Il s'agit d'une version plus courte d'un article écrit pour l'Université de ELTE, dans le cadre du Programme primaire de politique sociale et de travail social pour le titre de Docteur de l'école doctorale en sociologie. Superviseur: Prof. Dr. Zsuzsa Ferge.

3 Je remercie tout particulièrement BMSZKI, Menhely Alapítvány (Fondation Menhely), Magyar Máltai Szeretetszolgálat (Œuvre caritative Hongro-maltese), Ótalom Szeretetszolgálat et Periféria Egyesület (Association Periferia) pour leur aide professionnelle et pour m'avoir permis de faire ces entretiens. Je souhaite exprimer ma gratitude aux travailleurs sociaux qui m'ont aidée à connaître et à interviewer les femmes sans domicile.

4 La typologie européenne (ETHOS) de l'exclusion liée au logement est utilisée depuis 2005. Source: http://bmszki.hu/file/tanulmányok/ethos/ETHOS_def_hu-gyori.doc (Bakos-Györi, 2005)

5 Des quatre catégories ETHOS, je présente celle qui est typique des personnes sans-abri. L'échantillon ne contient pas les trois autres catégories qui sont être sans logement, être dans un logement précaire et être dans un logement inadéquat.



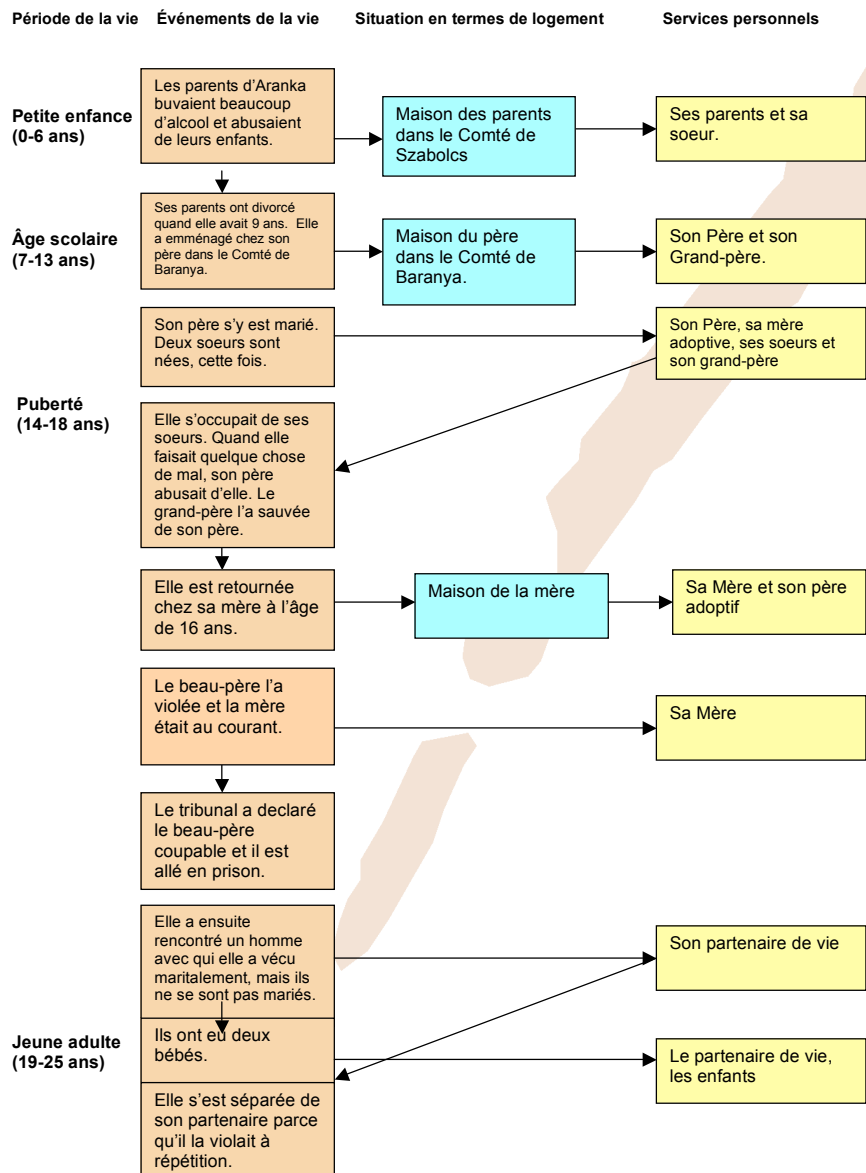
Comme on le voit dans la représentation graphique de son parcours de sans-abrisme, Aranka est devenue sans-abri à l'adolescence. Au début de l'entrevue, elle a précisé que cela faisait 25 ans qu'elle était sans domicile. Sa vie a été déterminée par le divorce de ses parents, par ses déambulations entre les deux lieux éloignés et le manque de relations émotionnelles lorsqu'elle a été exposée aux abus. Pendant la période de mariage de ses parents, elle souffrait de leur alcoolisme, de leur comportement grossier et de leurs abus. Sa vie ne s'est pas améliorée après le divorce de ses parents; elle est d'abord allée vivre chez son père, ensuite chez sa mère, enfant mal-aimée. Ses parents comme ses beaux-parents dans les deux maisons ont utilisé sa vulnérabilité et en ont abusé. Dans son

adolescence, elle a été agressée sexuellement par son beau-père et a été contrainte de supporter cette agression. Le chemin vers le sans-abrisme s'est ouvert à elle. Ni son père ni la famille de sa mère ne lui ont apporté de sécurité émotionnelle. Son partenaire a également abusé d'elle et ses enfants ont été placés. Elle est devenue absolument sans domicile au début de l'âge adulte. Alors qu'elle était sans domicile, elle s'est mariée, mais son mari a abusé d'elle, donc elle a divorcé. Elle vit pour l'instant seule.

PARCOURS DE SANS-ABRISME

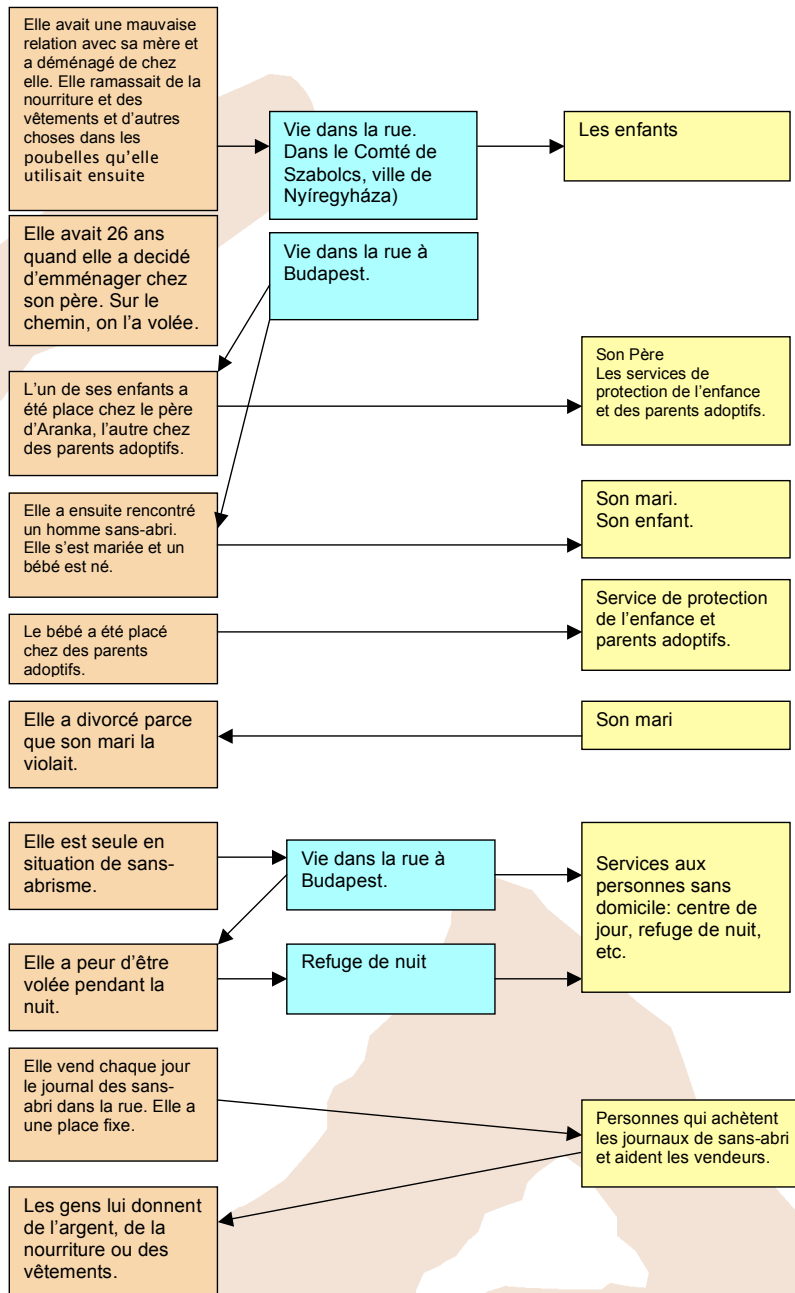
"Je dis que je n'ai pas besoin d'un homme pour me loger."

Le parcours vers le sans-abrisme d'Aranka, elle a 42 ans (les flèches montrent les relations de causalité.)





Âge adulte
(à partir de 26 ans)



On peut suivre le processus d'exclusion de la vie de famille depuis la petite enfance dans la représentation graphique du parcours de sans-abrisme.

On peut suivre le processus d'exclusion de la vie de famille depuis la petite enfance dans la représentation graphique du parcours de sans-abrisme. La structure familiale instable, la relation parent-enfant sans émotion positive découle du comportement déviant des parents, de ses «démarches» dans l'espoir d'un avenir meilleur et des agressions physiques, émotionnelles, sexuelles subies en tant que petite fille. Selon elle, sa vie a été si dure qu'elle n'en souhaiterait de pareille à personne. Si l'on examine son parcours vers le sans-abrisme, elle a vécu des abus à toutes les étapes de sa vie de femme. Les hommes ont abusé

d'elle et l'ont humiliée dans chacune des relations personnelles qu'elle a vécues. Le sans-abrisme lui a donné l'occasion de se débarrasser des relations dépendantes qu'elle vivait donc elle a choisi de vivre seule. Son grand-père a été la seule personne qui l'a soutenue, mais leur lien s'est coupé alors qu'elle était enfant. Le comportement déviant des membres de sa famille l'ont aliénée et ont fait qu'elle a démarré sa vie d'adulte en tant que sans-abri. Les services d'aide aux sans-abri l'ont aidée et soutenue, bien qu'elle n'ait que rarement utilisé les refuges ou les douches publiques.



SYNTHÈSE

L'objet de cet article est d'attirer l'attention sur le problème complexe du sans-abrisme chez les femmes. L'analyse montre que dans le long parcours vers le sans-abrisme, les femmes vivent des crises au sein comme en dehors de leur structure familiale. Le profil est étayé par les représentations graphiques de parcours de sans-abrisme qui ont été utilisées dans l'analyse du parcours d'une femme sans domicile. Enfin, nous avons exposé le processus complexe du parcours vers le sans-abrisme. Ce tableau montre les tournants dans la vie d'une femme sans domicile quand les événements ont eu pour résultat un changement de logement et, en lien avec ceci, nous pouvons observer les relations et les services existants et non existants.

RÉFÉRENCES

- Bényei Zoltán – Gurály Zoltán – Győri Péter – Mezei György (2000): Tíz év után. *Esély*, 1. pp. 62-95.
- Ferge Zsuzsa (2005): Ellenálló egyenlőtlenségek. A mai egyenlőtlenségek természetrajzához. ELTE TáTK, Budapest
- Gurály Zoltán – Győri Péter – Mezei György – Pelle József (2002): A margó szélén. Hajléktalan emberek Budapesten a századforduló éveiben (1999–2000–2001). *Esély*, 3. pp. 30-54
- Győri Péter (2008): Fedél nélkül élők. *Pro Domo Füzetek* 2. Budapest
- Sullerot, Evelyne (editors, 1983): *A női nem – Tények és kérdőjelek*. Gondolat Kiadó, Budapest
- Tamási Erzsébet (2004): Egy férfinyire a hajléktalanságtól. *Esély*, 3. pp. 26 – 57.
- Women and homelessness in Europe. Pathways, services and experiences*, ed. by Bill Edgar and Joe Doherty (Bristol: The Policy Press, 2001)

SOURCES INTERNET

- Bakos Péter – Győri Péter: FEANTSA-ETHOS. A hajléktalanság és a lakhatásból való kirekesztettség európai tipológiája http://bmszki.hu/file/tanulmanyok/ethos/ETHOS_def_hu-gyori.doc
- Kesia Reeve with Rosalin Goudie, Rionach Casey: *Homeless Women: Homelessness Careers, Homelessness Landscapes*, 2007. <http://www.crisis.org.uk/page.builder/researchpage.html>



La nature des interventions dans les services d'aide aux sans-abri en fonction du genre : une étude australienne

Par le Dr. Carole Zufferey¹, Conférencière, School of Psychology Social Work and Social Policy, Université d'Australie du Sud, Australie

LE SANS-ABRISME EN AUSTRALIE

Le sans-abrisme est un problème mondial grave. En Australie, le Supported Accommodation Assistance Program – NDT: Programme d'aide au logement accompagné (SAAP), qui était en place depuis 1985, a été remplacé en 2009 par le National Affordable Housing Agreement – NDT: l'Accord national sur les logements abordables (NAHA)². Dans la *Loi sur l'aide au logement accompagné - Supported Accommodation Assistance Act de 1994*, au paragraphe 4, on définit le sans-abrisme comme suit: «une personne est considérée comme sans-abri si elle n'a pas accès de façon adéquate à un logement sûr et sécurisé, ce qui inclut le risque de sans-abrisme». En 2006-2007, 1.539 associations non gouvernementales, communautaires et des administrations locales financées dans le cadre du SAAP (aujourd'hui le NAHA) ont accompagné près de 161.200 personnes, dont 106.500 étaient des adultes ou des enfants non accompagnés et 54.700 étaient des enfants accompagnant un adulte³. On observe de façon systématique que davantage de femmes que d'hommes font appel aux services d'aide aux sans-abri. 60% des clients sont des femmes et 40% des hommes. D'autre part, 22% des clients du SAAP sont des femmes qui fuient la violence domestique⁴. La question du genre est toutefois souvent négligée dans la recherche en matière de sans-abrisme. Quand on traite cette question, on l'envisage souvent en fonction de l'expérience et de l'identité des personnes sans domicile elles-mêmes. Dans cet article, nous examinerons, en fonction du genre, la nature des interventions réalisées par les travailleurs sociaux employés dans les services qui s'occupent de la question du sans-abrisme.

EXAMEN DU GENRE DANS LES INTERVENTIONS EN MATIÈRE DE SANS-ABRISME

Dans cet article, nous présentons le récit de travailleurs sociaux expliquant leurs pratiques. Nous avons utilisé pour cela des données provenant d'une étude qualitative basée sur les réactions de 39 travailleurs sociaux en matière de sans-abrisme dans trois villes australiennes.⁵ Pendant que je menais cette étude, je me suis de plus en plus rendu compte à quel point les interactions et l'identité des prestataires de services en matière de sans-abrisme changent selon le genre de la personne. Les relations de genre et de pouvoir constituent l'identité en fonction du genre des prestataires de service et des utilisateurs. Les connaissances,

le langage et la compréhension du travail social sont constitués par des discours individuels et structurels contradictoires ancrés dans l'histoire et la culture et existent dans le cadre de relations de pouvoir et de connaissance influencées par le genre, basées sur les classes et racialisées.

Le processus de pratique réflexive est un aspect important de la prestation de service aux sans-abri. Examiner les relations en termes de genre et les relations de pouvoir dans le cadre des interventions et des perspectives des travailleurs sociaux encourage la réflexivité dans la pratique du travail social, en améliorant ainsi les services proposés aux personnes sans domicile. Nous avons découvert dans cette étude que les constructions et les influences dominantes en termes de genre dans les interactions sociales et professionnelles peuvent être vécues comme des formes «invisibles» d'oppression par les prestataires de services et par les utilisateurs. Les prestataires de services ont également avancé l'argument selon lequel des approches critiques et féministes des interventions en matière de sans-abrisme peuvent jouer un rôle dans le maintien de la justice sociale et des droits de l'homme et dans la résistance face aux inégalités en matière de relations de pouvoir. Les femmes qui travaillent dans le domaine social ont abordé la question de leurs expériences de cette oppression invisible en matière de genre et ont préconisé l'idée d'une approche féministe du sans-abrisme pour rendre cette oppression visible. Nous avons également découvert dans cette étude que les prestataires de service ont tendance à avoir une vision essentialiste du genre et du travail et que l'hypothèse hétérosexuelle est évidente dans leurs interactions avec les clients.

NOTIONS ESSENTIALISTES DU GENRE ET DU TRAVAIL

Cette étude est une illustration de la manière dont le travail est conceptualisé et incarné différemment par les hommes et par les femmes. Un travailleur social expérimenté, employé par une organisation non gouvernementale, explique comment le genre et la notion de classe ont influencé sa définition du travail:

J'ai une telle éthique du travail que je pense que ce que je fais n'est pas du travail. Il m'est très difficile d'être payé à la fin du mois pour avoir parlé à des gens au téléphone... Travailler implique de développer vos muscles... de suer... de creuser un trou dans le sol. Je dois encore me dire «c'est du travail» d'être assis dans

Examiner les relations en termes de genre et les relations de pouvoir dans le cadre des interventions et des perspectives des travailleurs sociaux encourage la réflexivité dans la pratique du travail social, en améliorant ainsi les services proposés aux personnes sans domicile.

1 Cette analyse fait partie d'une étude doctorale menée à l'université de South Australia, intitulée: *Homelessness, Social Work, Social Policy and the Print Media in Australian Cities* (Zufferey, 2007). Mon adresse e-mail est Carole.Zufferey@unisa.edu.au

2 Commonwealth of Australia (2008) White Paper *The Road Home: A National Approach to Reducing Homelessness*, Canberra ACT: Department for Families, Housing, Community Services and Indigenous Affairs, p.40.

3 Australian Institute of Health and Welfare (AIHW) 2008. *Demand for SAAP accommodation by homeless people 2006-07: a report from the SAAP National Data Collection*. SAAP NDCA report Series 12. Cat. no. HOU 186. Canberra: AIHW, p.2.

4 Voir ci-dessus.

5 Pour plus de détails concernant les méthodes de l'étude et ses résultats, voir Zufferey, C. (2009) Making Gender Visible Social Work Responses to Homelessness, *Affilia: Journal of Women and Social Work*, 24(4), 382-393, dans lequel des parties de cet article ont été publiées auparavant.



une pièce avec quelqu'un qui verse des torrents de larmes... C'est du travail – un travail différent. Je dois me le dire et me le redire.

Les participantes femmes n'ont pas mentionné de tels dilemmes liés au travail social qui ne serait pas un « vrai » travail. Elles ont tendance à décrire leur travail social avec les sans-abri, en particulier avec les femmes sans-abri, comme une « vocation ».

En outre, les participants employés aux services directs dans des associations non gouvernementales liées à des églises ont précisé qu'elles étaient mal payées, comme c'est le cas dans d'autres métiers de services, souvent considérés comme des « métiers de femmes ». Elles disent qu'elles ne travailleraient pas si c'était « uniquement pour l'argent », illustrant ainsi la nature altruiste de la pratique du travail social dans le domaine du sans-abrisme. Ce point de vue est illustré par un commentaire d'une assistante sociale qui a commencé comme bénévole avant de travailler de façon rémunérée dans une association caritative liée à une église :

Le niveau de salaire . . . est tout simplement ridicule. . . . Mon fils qui vend des téléphones gagne plus d'argent que moi. . . C'est très déprimant quand on a été à l'université pendant quatre ans, on se demande pourquoi . . . Je ne travaille pas pour l'argent. Je n'ai pas besoin de cet argent, mais c'est consternant de payer les gens aussi peu.

Les relations émotionnelles sont centrales dans le travail social avec les sans-abri et on part du principe que l'hétérosexualité est la norme. Ceci est patent dans les récits des travailleurs sociaux quand ils abordent la question de leurs relations avec les personnes sans-abri. Comme le raconte une employée d'association non gouvernementale qui travaille principalement avec des clients hommes :

Je suis consciente . . . qu'il faut faire attention avec les mecs; . . . on a plus ou moins ce sentiment. . . . Ils sont souvent plus ou moins de notre âge. . . . Ce mec que je vais voir; je suis sûre qu'il est amoureux de moi; . . . il ne s'est jamais rien passé de déplacé, mais il faut être conscient que cela existe. . . . Il avait bu et il est venu me voir . . . et il m'a dit, « si seulement j'avais une femme comme vous, je la vénérerais chaque jour ».

L'influence de la domination hétérosexuelle dans l'offre de services est souvent invisible mais joue un rôle essentiel dans le maintien du patriarcat, dans la reproduction des inégalités entre les sexes et de l'hégémonie masculine et joue un rôle dans le fait de minimiser la violence et les abus dans les relations.⁶

LE GENRE EN TANT QUE FORME D'OPPRESSION INVISIBLE

Les prestataires de service interrogés ont précisé que les relations de genre et de pouvoir étaient présentes, mais qu'on n'en parlait pas souvent dans le cadre des interactions avec des clients et des collègues. Voici ce que dit par exemple une employée :

Le genre est un problème. . . . Les subtilités de l'oppression . . . ne sont pas vraiment évidentes; elles sont subtiles et pas vraiment ouvertes. . . . Quelquefois, quand les choses vous arrivent, vous n'avez pas d'explication, vous ne savez pas ce que c'est; vous internalisez les choses, et ensuite, vous commencez à vous rendre compte que vous avez été opprimé, mais vous ne le saviez pas au moment où cela s'est produit.

La symbolisation du genre dans l'apparence, dans le fait d'être une femme ou un homme, est liée aux thèmes de la crédibilité professionnelle, de la valeur personnelle et de la vulnérabilité à être victime de violence. L'apparence physique, comme le fait d'être blonde, ou d'être une femme en général, est culturellement associée à une moindre crédibilité professionnelle, comme le précise une assistante sociale :

Si j'étais un homme, je me serais bien mieux profilée. . . . On est beaucoup plus crédible, par opposition au fait d'être une femme blonde; sans qu'on tienne compte de ce que l'on dit, c'est la perception.

Donc, les approches féministes du sans-abrisme et de la violence domestique ont été préconisées par 12 des 39 participants (30%), pour aller à l'encontre de ces relations de domination en termes de pouvoir et de genre.

LES APPROCHES FÉMINISTES DANS LE TRAVAIL AVEC DES FEMMES EXCLUES DU LOGEMENT ET AVEC DES VICTIMES DE VIOLENCE DOMESTIQUE

Depuis 30 ans, la violence domestique et liée au genre est de plus en plus reconnue comme un problème social avec des effets personnels, sociaux et financiers significatifs.⁷ Malgré l'agitation et les réussites féministes dans les années 1960 et 1970, on assiste depuis 10 ans à des « réactions négatives vis-à-vis du féminisme » sous l'influence des gouvernements conservateurs en Australie. Cela s'observe de manière claire dans les réactions politiques et dans les réponses pratiques apportées à la violence domestique et au sans-abrisme dans lesquelles on fait référence à l'égalité de traitement des hommes et des femmes (en supposant une neutralité en termes de genre) plutôt que de considérer que les relations de

6 Chung, D (2005) Violence, control, romance and gender equality: Young women and heterosexual relationships, *Women's Studies International Forum*, 28, 445–455

7 Chung, D., Kennedy, R., O'Brien, B., & Wendt, S. (2000). *Home safe home: The link between domestic and family violence and women's homelessness*. Canberra: Department of Family and Community Services and Women's Emergency Services Network, Commonwealth of Australia.



pouvoir sont influencées par le genre.⁸ La violence au sein du foyer est une cause majeure de sans-abrisme chez les femmes et les travailleurs sociaux voulaient rendre cela visible et intégrer la violence domestique dans les définitions du «risque de» sans-abrisme :

Je définirais le sans-abrisme de plusieurs manières. Tout d'abord, cela fait référence aux personnes qui n'ont pas d'endroit qu'ils peuvent considérer comme étant leur propre maison—soit parce qu'ils n'ont physiquement pas de maison ou parce que l'endroit où ils vivent n'est pas sûr ou pas sécurisé ou «ne ressemble pas à une maison». En tant que féministe, je tenais à travailler dans le domaine de l'aide aux femmes en difficulté. La violence domestique est un problème majeur pour les femmes et les enfants, entre autres parce qu'il s'agit de la première cause de sans-abrisme chez les femmes.

Les approches féministes ont été particulièrement préconisées par les femmes prestataires de services travaillant dans le domaine de la violence domestique et des services destinés aux femmes. Le féminisme a également éclairé la base des valeurs personnelles et professionnelles des employées qui ne travaillaient pas dans des domaines du sans-abrisme spécifiquement masculin ou féminin. Les participantes qui travaillaient dans des services réservés aux femmes ont fortement identifié la compatibilité en termes de genre comme une question qui influence leurs choix professionnels, avec des commentaires tels que :

«Pour être honnête, je n'ai toujours voulu travailler qu'avec des femmes sans domicile»
«Je suis une femme et je comprends le point de vue de beaucoup de ces femmes; vous savez, pour les hommes assistants sociaux dans notre domaine, ça n'a pas l'air de marcher, le travail avec les femmes»

Ces choix professionnels faits par des prestataires de services aux femmes sont liés au genre et aux relations de pouvoir et leur empathie vis-à-vis de la situation défavorisée des femmes sans domicile. Comme l'a précisé un participant : «le genre est un problème, que cela plaise ou non». Selon l'approche féministe du sans-abrisme, on prend en considération l'impact du genre sur les causes, les expériences et les résultats du sans-abrisme pour les femmes et cela est particulièrement important dans le cadre des services destinés aux femmes. Cependant, une approche pro-féministe dans le travail avec les hommes,⁹ qui permet une réflexion critique sur les constructions dominantes de la masculinité, peut également fournir un cadre pour le travail avec les hommes.

IMPLICATIONS POUR LES SERVICES D'AIDE AUX PERSONNES SANS DOMICILE

Cette analyse des relations de genre et de pouvoir a des implications pour les associations qui travaillent avec les personnes sans-abri et sur la manière dont elles proposent leurs services. Les relations de genre et de travail sont implicites dans nos relations avec les clients et les collègues et dans la culture des prestataires de services. Il y a néanmoins peu de discussions publiques sur ce thème. Les associations qui travaillent avec les sans-abri peuvent prendre en compte le genre et les relations de pouvoir dans la planification de l'offre de services en reconnaissant avant tout que ces relations de genre existent. En utilisant la lorgnette du genre et de la diversité,¹⁰ afin de garantir des services efficaces et améliorer les résultats pour les femmes et pour les hommes, les associations peuvent :

- entreprendre une analyse de genre de leurs programmes;
- examiner l'impact potentiel de leurs services et de leurs pratiques sur les inégalités culturelles et en termes de genre; et
- mettre en œuvre les ajustements nécessaires dans les composants de leur association pour rendre le service pertinent d'un point de vue culturel et répondre aux objectifs d'équité en termes de genre.

CONCLUSION

La complexité des relations de genre et de pouvoir dans l'offre de services aux personnes sans-abri et dans la pratique des prestataires de services est un domaine d'analyse et de recherche ignoré. Les interventions professionnelles dans le domaine du sans-abrisme sont façonnées par les multiples aspects des différentes identités de l'employé à titre individuel : personnelle ; professionnelle et politique. Les constructions sociales de l'idée du genre influencent toutefois les choix qui sont faits et qui sont à la disposition des hommes et des femmes employés dans le domaine du sans-abrisme. Par cette étude, nous souhaitons encourager les praticiens du travail social à réfléchir et à accorder une attention particulière aux questions de pouvoir, de genre et de justice sociale dans leur pratique quotidienne. Une approche féministe du sans-abrisme qui prend en compte la théorie des discriminations multiples et simultanées permet d'adopter une attitude plus profondément réfléchie et anti-oppressive qui intègre des questions plus larges d'inégalité sociale qui sont comprises dans les catégories sociales de genre, de race et de classe. Ces thèmes pourraient être abordés dans de futures recherches en matière de sans-abrisme.

Les constructions sociales de l'idée du genre influencent [...] les choix qui sont faits et qui sont à la disposition des hommes et des femmes employés dans le domaine du sans-abrisme.

8 Phillips, R. (2006). Undoing an activist response: Feminism and the Australian government's domestic violence policy. *Critical Social Policy*, 26, 192-219.

9 Pease, B. (1999) 'Deconstructing masculinity-Reconstructing men', in Pease, B. and Fook, J. (eds) *Transforming Social Work Practice*, Australia: Allen & Unwin, p.97-112

10 Department of Human Services (2008) *Gender and diversity lens for health and human services*, Victorian Women's Health and Safety Strategy, Stage 2: 2006-2010, Victorian Women's Health and Wellbeing Strategy Diversity Unit: Victorian Government.



Mal-logement et genre en Belgique

Par **Nicolas Bernard**,¹ *Professeur aux Facultés universitaires Saint-Louis, Belgique*

[L]a problématique du mal-logement est profondément sexuée, et se décline majoritairement au féminin. Les femmes, de fait, sont davantage exposées à la précarité matérielle que les hommes.

À première vue, les problèmes de logement qui sévissent actuellement en Belgique n'ont que peu à voir avec la question du genre ou du sexe. Et pourtant, la problématique du mal-logement est profondément sexuée, et se décline majoritairement au féminin. Les femmes, de fait, sont davantage exposées à la précarité matérielle que les hommes. Massive, voire triviale, cette explication n'est cependant pas exhaustive tant sont fréquentes les situations où une femme, par soi, éprouve des discriminations *en tant que femme* sur le marché du logement.

À la base, et pour de multiples raisons, le revenu moyen d'un homme dépasse systématiquement — à qualifications égales — celui d'une femme, et cet écart salarial culmine à 30% quand il s'agit d'employé(e)s par exemple (contre 21% pour les ouvriers et 5% pour les fonctionnaires). On ne s'étonnera pas, dès lors, que les femmes connaissent ainsi un «risque de pauvreté» 15% plus important que pour leurs alter ego masculins, cet écart atteignant même 36% en ce qui concerne la tranche d'âge 50 à 64 ans. S'il est par ailleurs un phénomène nouveau qu'on peut observer ces dernières années en lien avec la précarité, c'est incontestablement la montée en puissance des ménages monoparentaux (et, plus généralement, l'explosion du nombre d'isolés).² À l'échelle du pays, on compte 9,5% de mères seules et 3,6% de pères dans la même situation. Aujourd'hui donc, près d'un ménage avec descendance sur cinq n'est conduit que par un parent.³ Or, ce parent est, dans la grande majorité des cas (72,5%), une femme. Et cette «portée» à charge s'élève à deux enfants ou plus pour tout de même près de quatre femmes monoparentales sur dix, ce qui ne va pas sans induire un besoin aigu en grands logements, besoin qu'on a tendance à pas prendre suffisamment en considération lorsqu'il s'agit de ménages monoparentaux.

En bonne logique, la précarité des femmes se répercute fatalement sur leurs conditions de logement. Le recensement 2001 a ainsi révélé que les dites familles à parent isolé se montrent, à l'échelle du pays, singulièrement peu entreprenantes — pour des raisons financières entre autres — lorsqu'il s'agit de rénover leur bien (elles font preuve à cet égard de moins de diligence que les cohabitants par exemple — avec ou sans enfants — et que les couples mariés avec descendance). En ce qui concerne par ailleurs la superficie des logements, l'accroissement général que l'on constate à propos du nombre de biens de *moins* de 55 m² «est le plus marqué dans la catégorie des ménages sans enfant et des familles monoparentales». N'était par ailleurs la classe des isolés, les parents seuls seraient les moins bien nantis sur le plan du confort des logements (salle de bain, toilette, chauffage

central...). Et, s'agissant enfin de l'état du logement *sensu stricto* (sécurité, salubrité), les ménages monoparentaux occupent une peu reluisante dernière place lorsque cet état est qualifié de «très mauvais». Dans le même registre, une autre étude établit que pour une mère en couple «pas du tout satisfaite» de son logement, on en trouve cinq au statut d'isolées avec le même ressentiment.⁴

Dans cette terre traditionnelle de propriétaires qu'est la Belgique, il ne fait pas bon être ménage monoparental. Si 78% des Belges en moyenne possèdent leur propre logement, cette proportion chute à 55% lorsqu'il s'agit de parents seuls. En sens inverse, on dénombre plus de trois fois plus de locataires au sein de la classe des parents seuls que dans la catégorie des couples mariés avec enfant(s).⁵ Suivant une autre étude, on compte près de 60% de propriétaires en plus dans la catégorie des mères vivant en couple que dans le groupe des femmes monoparentales.⁶ Et, dans ce dernier ensemble, on ne recense presque pas plus de propriétaires (53%) que de locataires (47%), alors que les mères en couple ayant accédé à la propriété sont, elles, plus de cinq fois plus nombreuses que leurs homologues qui ne sont pas «montées dans le train» de l'acquisitif.⁷

Ce phénomène, par ailleurs, s'inscrit dans une logique descendante puisque, sur ces 25 dernières années, la proportion de ménages monoparentaux propriétaires de leur habitation a accusé un repli d'un quart. Et quand on sait que la femme seule, quand elle est locataire, consacre à ses dépenses en logement une part de son budget deux fois plus importante que si elle était propriétaire, on réalise la détérioration des conditions de vie vécues en deux décennies par les intéressées.⁸

En ce qui concerne précisément le marché locatif (privé), signalons tout d'abord que deux fois plus de femmes monoparentales que de mères en couple qualifient leur charge de logement de «lourde». ⁹ Et si pour près d'un tiers de ces dernières, «ce n'est pas une charge», elles ne sont qu'une sur quatorze à partager cette opinion au sein des mères isolées.¹⁰

Pour ce qui est cette fois du logement social, relevons que le public tend nettement à se précariser. Aujourd'hui, seul un locataire social sur cinq exerce une activité rémunérée.¹¹ Naturellement, cette pauvreté croissante n'est pas sans lien avec l'envolée parallèle du nombre de ménages monoparentaux, ce qui explique d'ailleurs que la population en logement social soit majoritairement composée de femmes (61%).¹² De manière plus fine, on dénombre plus de trois quarts d'isolés — avec ou sans progéniture —

1 nbernard@fusl.ac.be

2 À Bruxelles par exemple, un ménage sur deux n'est plus composé que d'une seule personne.

3 18%.

4 0,99% contre 5,31%.

5 45% contre 14%.

6 84% contre 53%.

7 84% contre 16%.

8 60% de son revenu pour la première, 29% pour le second.

9 56,36% contre 28,69%.

10 31,97% contre 7,27%.

11 21%.

12 Dès lors en effet qu'on a, au 31 décembre 2006, 52,66% de femmes contre 23,82% d'hommes et 23,52% de couples.



dans les locataires sociaux wallons (76,48%).¹³ Et, au sein de cette catégorie de personnes ne vivant pas en couple, les femmes sont plus de deux fois plus nombreuses que les hommes, ce qui en fait au global le premier groupe statistique, sous ce prisme-là, dans la population sociale wallonne.¹⁴ Par ailleurs, les ménages monoparentaux fournissent près du tiers du bataillon total des locataires sociaux.¹⁵ Et, à nouveau, cette classe-là regroupe pas loin de quatre fois plus de femmes que d'hommes.¹⁶ Diverses causes peuvent expliquer cette surreprésentation féminine. Les femmes, entrées le plus souvent *en couple* dans le parc public à l'époque, vivent plus longtemps que leur compagnon, lequel prédécède la plupart du temps, dans le patrimoine social comme ailleurs. S'adressant en tout état de cause aux personnes défavorisées suivant son objet social, le logement public accueille fatalement plus de femmes dès lors que la pauvreté frappe celles-ci avec davantage d'acuité encore que leurs homologues masculins, ceci sans compter que les critères d'attribution d'une habitation sociale font «la part belle» (c'est-à-dire octroient un nombre appréciable de points de priorité) à des situations de précarité typiquement féminines (ménages monoparentaux, violences domestiques – comme introduit depuis peu –, etc.).¹⁷

S'il est vrai que les femmes, plus intensément que les hommes, subissent la pauvreté et affrontent des conditions de logement particulièrement pénibles, comment se fait-il alors que les sans domicile fixe se recrutent, dans leur grande majorité, au sein de la gent *masculine*? En fait, le sans-abrisme «pur et dur», dans la rue, ne représente en quelque sorte que la pointe émergée de l'iceberg de la précarité. L'errance se vit *autrement* au féminin. Concrètement, elles font tout pour éviter d'échouer à la rue. Leur plus grande vulnérabilité physique conjugée à la présence fréquente à leurs côtés d'enfants ne les fait envisager cette «solution» qu'en toute dernière extrémité. Elles savent pertinemment que, quand bien même leur santé le leur permettrait, le séjour à la rue aura tôt fait de les priver de leur enfant, lequel sera alors placé en institution par les autorités. Sans compter qu'en rue, les femmes marquées par des sévices conjugaux par exemple courent le risque de se faire repérer (et rattraper) par leur mari violent, dont la séparation soudaine d'avec leur conjoint aura sans doute exacerbé encore la brutalité. En clair, la femme en rupture maritale et sociétale a tout à gagner à se rendre invisible. Ensuite de quoi, les femmes en difficulté sociale privilégient des tactiques de débrouillardise pour parvenir à décrocher nonobstant un toit, aussi sommaire soit-il. Elles n'hésitent pas, par exemple, à solliciter parents ou connaissances afin de pouvoir passer la nuit à l'abri, à même le plancher parfois, dans des endroits souvent surpeuplés...

À cet égard, il y a tout lieu de se réjouir de l'adoption par le Gouvernement wallon d'un arrêté (du 6 septembre 2007) accordant des points — en vue de l'octroi d'un logement social — aux personnes qui, spécifiquement, «quittent un logement, à cause de

violences conjugales.»¹⁸ Il s'agit même de huit titres de priorité qui sont dorénavant alloués dans cette situation, soit le maximum en regard des normes actuellement en vigueur. De manière générale, il est bon de rappeler que le ménage monoparental jouit déjà de certaines facilités pour accéder au parc social. En effet, tant «la personne divorcée ou en instance de l'être, avec un ou plusieurs enfants à charge» que «la femme seule enceinte ou le parent seul avec un ou plusieurs enfants à charge» bénéficient de six points de priorité, soit le second plus haut taux dans l'échelle des valeurs de l'urgence.¹⁹

Comment, en finale, lutter contre le mal-logement féminin? Le paradoxe en cette matière est que ces solutions ne sont pas toujours à trouver dans le domaine de l'habitat proprement dit. Certes, il serait opportun par exemple d'étendre l'offre de logements disposant de plusieurs chambres aussi bien que de logements de transit par exemple en vue notamment de renforcer la capacité d'accueil des ménages monoparentaux. Dans la mesure toutefois où les problèmes de logement dont sont victimes les femmes en priorité ne sont souvent eux-mêmes que le reflet d'une fragilité pécuniaire et sociale plus globale (et elle-même profondément sexuée), c'est surtout, en amont, sur la pauvreté des femmes en général qu'il conviendrait de concentrer son feu ainsi que sur la résorption des inégalités de genre.

RÉFÉRENCES

- N. Bernard, «Les femmes, la précarité et le mal-logement : un lien fatal à dénouer», *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2007, n°1970.
- M.-T. Casman, M. Nibona et H. Peemans-Poullet, *Femmes monoparentales en Belgique*, Bruxelles, Pensées féministes, 2006.
- P. Jamouille, *Des hommes sur le fil. La construction des identités masculines dans les milieux précaires*, Paris, La Découverte, 2005.
- D. Vanneste, I. Thomas et L. Goossens, *Le logement en Belgique*, Bruxelles, SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie, 2007.
- N. Van Oosten, «Les garçons et les hommes et la prévention de la violence conjugale», *Les hommes et l'égalité*, Bruxelles, Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, 2007, p. 91 et s.
- Atlas de la santé et du social de Bruxelles-Capitale 2006* de l'Observatoire de la santé et du social de la Commission communautaire commune de Bruxelles. Enquête socio-économique menée en 2001 auprès de 96,9% des ménages du pays par l'Institut national des statistiques, à la demande du Ministère des Affaires économiques.
- Enquête sur la qualité de l'habitat en Région wallonne*, Namur, Direction générale de l'Aménagement du territoire, du Logement et du Patrimoine, 2007.
- Enquête 2010 du service d'insertion professionnelle de la Fédération des CPAS de Wallonie.
- Femmes et hommes en Belgique : statistiques et indicateurs de genre. Édition 2006*, Bruxelles, Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, 2006.

13 Avec des pointes à plus de 85% à Namur par exemple (86,14%).

14 52,66% de femmes contre 23,82% d'hommes et 23,52% de couples.

15 29,29%.

16 Au sein du parc public, on recense ainsi 22,51% de femmes seules avec enfant(s), 6,78% d'hommes dans le même cas, 30,15% de femmes sans enfant, 17,04% d'hommes sans enfant, 12,9% de couples avec enfant et 10,62% de couples sans enfant.

17 Cf. *infra*.

18 Art. 17, §2.

19 Art. 17, §2.



«A la rue»: les travailleuses du sexe et le sans-abrisme

Par **Elaine Batty**¹, *Chercheuse à la Sheffield Hallam University*, **Rionach Casey**², *Conférencière en Gestion du logement à la Sheffield Hallam University*, et **Kesia Reeve**³, *Chef de la recherche à la Sheffield Hallam University, Angleterre*

INTRODUCTION

Les travailleuses du sexe exerçant dans la rue constituent l'un des groupes les plus exclus et les plus marginalisés au sein de la population des sans-abri au Royaume-Uni. Malgré une littérature abondante sur les travailleuses du sexe dans les domaines des études urbaines, de la géographie, de la santé publique, de la sociologie et de la criminalité, on accorde étonnamment peu d'attention à la relation entre le sans-abrisme et la prostitution de rue. Dans cet article, basé sur une recherche menée auprès de travailleuses du sexe exerçant en rue, nous soutenons qu'il y a une faiblesse en termes d'analyse des situations de logement des travailleuses du sexe, mais qu'il existe un lien clair et réciproque entre le travail du sexe et le sans-abrisme. Nos résultats montrent en particulier qu'il existe un risque accru de sans-abrisme pour les femmes qui travaillent dans l'industrie du sexe.

La recherche sur laquelle se base cet article a été commanditée par le conseil municipal de Stoke-on-Trent et menée entre juillet 2008 et juin 2009. Cette recherche comprenait une étude par questionnaire réalisée auprès de 30 femmes, travailleuses du sexe dans une ville anglaise qui étaient sans domicile ou risquaient de le devenir, et des entretiens biographiques en profondeur réalisés auprès de 18 travailleuses du sexe exerçant en rue.

LA PLACE DU LOGEMENT (ET L'ABSENCE DE LOGEMENT) DANS L'ANALYSE ACTUELLE DE LA PROSTITUTION DE RUE

On reconnaît depuis longtemps que la prostitution et le sans-abrisme sont des questions corrélées⁴, mais on a relativement peu écrit sur le sujet, à quelques exceptions notables près⁵. L'analyse, auparavant centrée sur les changements de comportements individuels est passée aux déterminants structurels de la vulnérabilité des travailleuses du sexe⁶, en recherchant, par exemple, de quelle manière l'environnement, les méthodes de réglementation et les relations de pouvoir au sein de l'industrie du sexe ont un impact sur les travailleuses du sexe⁷. Mais l'on n'accorde aucune attention à la manière dont les contraintes structurelles implicites au logement, au sans-abrisme et aux «services» qui y sont liés ont un impact sur la vie des travailleuses

du sexe. Les commentaires sur la relation entre le sans-abrisme et le travail du sexe vont rarement au-delà du fait de remarquer que le sans-abrisme est fréquente chez les travailleuses du sexe exerçant dans la rue, en exprimant le point de vue consensuel selon lequel un logement adéquat et stable est un prérequis pour échapper à le travail du sexe de rue, et (dans une moindre mesure) que la nécessité de recourir à un hébergement temporaire peut mener des femmes sans domicile à certaines formes de prostitution⁸. Et on retrouve cette vision, pour le moins succincte et limitée, dans des documents politiques, des rapports de recherche et des évaluations de projets locaux. L'interrelation complexe entre le travail du sexe et le sans-abrisme n'a pas suscité l'intérêt des universitaires qui semblent plutôt s'intéresser à des questions liées à la justice criminelle, au maintien de l'ordre et à la réglementation des travailleurs du sexe dans les espaces urbains⁹.

EXPLORER LA RELATION ENTRE LE TRAVAIL DU SEXE DE RUE ET LE SANS-ABRISME

Selon les résultats de notre recherche, des forces structurelles telles que le système de logement (ainsi que la pauvreté, les allocations et le système judiciaire), les processus institutionnels (les allocations au logement, la législation en matière de logement et en matière criminelle, les règles organisationnelles); et les interactions avec les institutions-clés de la protection sociale (les bailleurs sociaux, les services d'accompagnement) se combinent pour influencer et contraindre les choix en matière de logement et les opportunités des travailleuses du sexe exerçant dans la rue. La pertinence et l'aspect central du système de logement par rapport à la vie des travailleuses du sexe exerçant en rue sont très clairs, dans la mesure où elles en sont pour la plupart exclues et marginalisées. Notre recherche a également mis au jour une relation directe et réciproque entre le logement et le travail du sexe de rue: nous avons découvert que des situations de vulnérabilité en termes de logement exposent les femmes à la prostitution ou augmentent la probabilité qu'elles restent dans cette industrie du sexe, tout comme le fait d'exercer en tant que travailleuse du sexe dans la rue peut avoir pour conséquence d'être exclue du logement. Les travailleuses du sexe exerçant en rue sont exposées à de bien plus grands risques

1 e.batty@shu.ac.uk

2 r.casey@shu.ac.uk

3 k.reeve@shu.ac.uk

4 Voir, par exemple, John May, Paul Cloke, P and Sarah Johnsen, *Alternative cartographies of homelessness: rendering visible British women's experience of 'visible' homelessness*. *Gender, Place and Culture*, 14, pp.121 - 140 (Routledge, Abingdon, 2007)

5 Telles que Carol McNaughton and Teela Sanders, *Housing and Transitional Phases Out of 'Disordered' Lives: The Case of Leaving Homelessness and Street Sex Work*, *Housing Studies*, Vol, 22, No. 6 (Routledge, Abingdon. England,1997)

6 Jackie West, 'Prostitution: Collectives and the Politics of Regulation', *Gender, Work and Organization* 7:2 (Wiley-Blackwell Publishing Inc., Maldon, USA, 2000): 106; Rosie Campbell "Un-Managed" *Street Prostitution in the UK*, document présenté lors de la conférence: *The Future of Street Prostitution in the Netherlands*, Parliament Building, The Hague, Netherlands, 29th September 2003.

7 Teela Saunders, 'Sexuality & Risk' in Gabe Mythen and Sandra Walklate (eds) *Beyond the Risk Society: Critical Reflections on Risk and Human Security*. (Buckingham, Open University Press, 2006)

8 Home Office , *Paying the Price: A Consultation Paper on Prostitution*, (London: Home Office, 2004); Kesia Reeve, Rionach Casey and Rosalind Goudie, *Homeless Women: Still being Failed yet Striving to Survive* (London, Crisis, 2006)

9 Jane Pitcher, Rosie Campbell, Phil Hubbard, Maggie O'Neill and Jane Scoular, *Living and Working in Areas of Street Sex Work*. (York, Joseph Rowntree Foundation, 2006); Maggie O'Neill, Rosie Campbell, Phil Hubbard, Jane Pitcher and Jane Scoular, 'Living with the Other: Street Sex Work, Contingent Communities and Degrees of Tolerance'. *Crime Media Culture* 4: 73, pp.74-93 (Sage Publications Ltd, London, 2008)



et de biens plus mauvais traitements si elles sont également sans domicile ; alors que les femmes sans domicile sont exposées à une plus grande détresse et à davantage d'insécurité en matière de logement si elles travaillent également dans la rue. La conclusion très concrète de l'étude est que tant qu'une femme travaille comme prostituée dans la rue, elle court effectivement le risque de devenir ou de rester sans domicile et qu'il y a une très grande probabilité que ce soit effectivement le cas.

Toutes les travailleuses du sexe exerçant en rue qui ont participé à l'étude ont eu des parcours en matière de logement caractérisés par l'insécurité, des périodes répétées et fréquentes de sans-abrisme et la dépendance aux situations de logements temporaires les plus informelles et les moins sécurisées qui soient. Le sans-abrisme a été un trait persistant de leur vie et même la première expérience de vie indépendante pour la plupart d'entre elles. 57 pourcent des femmes qui ont participé à l'étude, par exemple, ont été en situation de sans-abrisme dès l'âge de 16 ans et certaines des femmes interrogées ont mentionné avoir vécu des situations de sans-abrisme après avoir quitté la maison à un âge aussi précoce que 10 ans.

Par la suite, nombre d'entre elles ont passé une partie importante de leur vie d'adulte en tant que personne sans-abri. Ainsi, 85% des femmes interrogées et ayant vécu plus d'une fois l'expérience de sans-abrisme l'ont très souvent vécu de façon répétée. 30% de ces femmes ont été sans-abri à dix reprises ou davantage. L'étendue de ces expériences répétées de sans-abrisme suggère qu'une fois sans domicile, il s'avère extrêmement difficile pour les travailleuses du sexe exerçant dans la rue de résoudre de façon permanente leurs problèmes de logement et d'échapper au sans-abrisme. Nombre d'entre elles avaient vécu dans un logement apparemment «sûr» (c. à d. avaient loué une maison ou un appartement), mais à y regarder de plus près, ce logement stable était en réalité le logement précaire type, rarement de longue durée, et a représenté à peine plus qu'un bref répit dans un long cursus de sans-abrisme. Les difficultés d'accès au logement social¹⁰ (à la suite de politiques d'allocations excluant et de pratiques informelles, d'arriérés d'impayés de loyers, d'inspection minutieuse des personnes qui ont un casier judiciaire, et de perceptions quant à l'inéligibilité) poussent les travailleuses du sexe exerçant en rue dans un segment du secteur locatif privé de qualité particulièrement médiocre et peu sûr où l'on ne pose pas de question, où l'on ne formule pas de jugement et dont l'accès est aisé. Mais dans cette partie du marché du logement, on dit aussi aux femmes de quitter les lieux à brève échéance, les baux locatifs sont rares et les pratiques de propriétaires sans scrupules sont légion. Et même celles qui parviennent à avoir accès à un logement

dans le secteur locatif social restent vulnérables : la charge financière des amendes pénales pour racolage grève lourdement le poste loyer de ces femmes¹¹. Le non paiement des amendes peut donner lieu à une peine privative de liberté au Royaume-Uni et donc, les femmes interrogées ont eu tendance à donner la priorité aux amendes par rapports à d'autres engagements financiers, ce qui donne lieu dans la foulée à des arriérés de loyer et des menaces d'expulsion. Les prestataires de logements sociaux peuvent ne pas souhaiter envisager d'allouer un nouveau logement tant que les arriérés de loyer précédents ne sont pas en grande partie remboursés, un objectif hors d'atteinte pour les femmes que nous avons interrogées.

De fréquents séjours en prison complètent le cycle des expériences répétées d'exclusion liée au logement. Les travailleuses du sexe exerçant dans la rue, en particulier celles qui travaillent pour financer leur dépendance à la drogue (pratiquement toutes celles qui ont participé à notre recherche) ont une probabilité élevée de purger une peine de prison et c'était le cas de la majorité (70 pourcent) des femmes interrogées dans le cadre de cette étude. Entretenir une location tout en étant en détention est un problème surtout parce que le paiement du loyer n'est couvert par les allocations sociales que pendant 13 semaines et que la qualité et la disponibilité des conseils en matière de logement au sein des prisons sont très variables et souvent n'existent pas. Pour les femmes interrogées, le fait d'aller en prison a soit entretenu leur sans-abrisme (elles étaient sans domicile en entrant et le sont restées à leur sortie) ou cela a précipité le sans-abrisme (elles avaient un logement à leur entrée et étaient sans domicile à leur sortie). Le sans-abrisme, touche donc de façon disproportionnée les groupes de personnes qui ont des contacts réguliers avec le système carcéral, comme les travailleuses du sexe exerçant dans la rue.

Selon notre étude, pendant les épisodes de sans-abrisme, les travailleuses du sexe exerçant dans la rue subissent certaines des formes les plus insécurisées, marginalisées et dangereuses du logement temporaire. Les femmes interrogées avaient, par exemple, davantage de probabilité d'avoir dormi dans la rue plutôt que d'avoir vécu en situation d'hébergement (temporaire ou sûr). Au total, 77 pourcent avaient dormi dans la rue et 46 pourcent avaient dormi dans la rue au cours du mois précédant l'entrevue. Souvent «hors de vue», les travailleuses du sexe qui ont participé à cette étude ont fréquemment dépendu d'amis, de membres de la famille, de clients et de squats pour avoir un toit sur leur tête. Et les squats dans lesquels ces femmes ont vécu (56 pourcent d'entre elles ont squatté) étaient souvent des bâtiments en partie délabrés sans eau courante ni chauffage, qu'elles partageaient avec de nombreuses autres personnes qu'elles ne connais-

Les difficultés d'accès au logement social [...] poussent les travailleuses du sexe exerçant en rue dans un segment du secteur locatif privé de qualité particulièrement médiocre et peu sûr.

10 Le logement locatif social au Royaume-Uni est abordable, sûr et soumis à des normes de qualité. Il est géré par des collectivités locales et des bailleurs sociaux accrédités (organisations gouvernementales à but non lucratif.)

11 La prostitution est légale en Angleterre mais nombre des activités se liant à l'échange de rapports sexuels contre de l'argent ou des biens sont considérées comme des délits. Ces activités englobent le racolage, la recherche de prostituées, les atteintes à l'ordre public et les rapports sexuels dans les toilettes publiques. Les sanctions vont de l'ordre d'une amende à six mois de prison.



saient bien souvent pas auparavant. Dépendre ainsi d'un hébergement temporaire «caché» ou informel reflète en partie le fait que les règles des logements temporaires traditionnels (où l'on impose habituellement des couvre-feux, où l'on exige une présence à certaines heures et pas à certaines autres, que l'on participe à certaines activités et que l'on n'en pratique pas certaines autres comme la consommation de drogue) ne sont pas conformes aux habitudes de travail et au style de vie non traditionnels de nombreuses travailleuses du sexe exerçant en rue.

La position des femmes en tant que travailleuses du sexe peut dès lors augmenter les risques qu'elles encourent en termes de logement, en partie par leur relation et leurs interactions uniques avec le système judiciaire et avec le système de logement. Mais cela peut être le sans-abrisme qui, au départ, fragilise les femmes et fait qu'elles intègrent un travail sexuel, en les mettant en contact avec des personnes qui travaillent dans l'industrie du sexe ou qui tentent de les manipuler et qu'elles auraient eu peu de probabilité de rencontrer autrement. Presque toutes les femmes interrogées dans le cadre de cette étude ont été en situation de sans-abrisme avant d'entrer dans le monde du travail du sexe de rue et leur biographie illustre la manière dont le sans-abrisme, l'exploitation sexuelle et les circuits qui mènent au travail sexuel sont inextricablement liés. Plusieurs d'entre elles, par exemple, ont « appris les ficelles du métier » ou ont eu un premier contact avec l'industrie du sexe via des femmes rencontrées dans des centres d'hébergement ou d'autres services d'aide aux sans-abri. D'autres, sans domicile avant l'âge de 16 ans, n'ayant nulle part où aller, « traînant à droite, à gauche » avec des personnes plus âgées de leur connaissance ont été manipulées par des hommes plus âgés qui envisageaient de les prostituer. La relative jeunesse de nombre des femmes participant à l'étude quand elles ont été en situation de sans-abrisme pour la première fois est pertinent ici. Incapable d'accéder à la plupart des services d'aide aux sans-abri et aux hébergements temporaires, et avec la naïveté de la jeunesse, elles sont particulièrement vulnérables à l'exploitation sexuelle.

Quand les femmes sont à la fois sans domicile et travaillent comme prostituée dans la rue, elles s'exposent à des risques particuliers et supplémentaires. Il y a par exemple un lien direct entre la situation de logement et les pénalités qu'elles encourent parce qu'elles travaillent comme prostituées. Les travailleuses du sexe exerçant dans la rue qui n'ont pas d'adresse permanente se trouvent dans une position difficile quand il s'agit d'éviter les arrestations, d'obtenir un bail et de demander un bracelet électronique. Sans adresse permanente, les femmes ne peuvent prétendre au bracelet et obtenir un bail peut également poser des problèmes. Les couvre-feux sont utilisés comme alternative aux amendes supplémentaires, mais ils ne sont imposés que quand les femmes ont une adresse où elles peuvent se trouver chaque nuit pendant la durée du couvre-feu. Sinon, elles courent le risque d'être condamnées plus sévèrement (à une peine de prison, par exemple). Une femme qui dort dans la rue a souligné dans son commentaire les difficultés auxquelles les femmes sont confrontées, en particulier le risque accru d'être arrêtées quand elles n'ont pas d'accès direct à un logement où elles peuvent se retirer après une confrontation avec la police. Elle précise : «*Les policiers m'ont dit de rentrer chez moi et que s'ils me revoyaient cette nuit-là, ils m'arrêteraient et m'inculperaient*».

CONCLUSION

En conclusion, nous émettons l'hypothèse selon laquelle les femmes qui sont impliquées dans l'industrie du sexe sont exposées à davantage de risques et à des risques particuliers qui les rendent particulièrement vulnérables au sans-abrisme. Il est clair qu'une analyse plus en profondeur de la vie, des motivations et des expériences des travailleuses du sexe, rassemblant à la fois des facteurs structurels et individuels, est essentielle pour parvenir à une compréhension plus nuancée de la question des travailleuses du sexe et du sans-abrisme.



S'attaquer aux problèmes des femmes confrontées au sans-abrisme

Par Jonathan P. Schwartz¹, Stephanie Chapman², Laura Cote González³, Lori D. Lindley⁴, *Etats-Unis*

Bien que l'on considère habituellement la question du sans-abrisme d'un point de vue masculin, la relation entre les femmes et le sans-abrisme est davantage l'objet de l'attention parce que l'on observe de plus en plus que les femmes célibataires et les femmes avec enfants font partie des deux sous-groupes dont la croissance est la plus rapide au sein de la population des sans-abris⁵. Tout comme la réponse à la question «qui est sans-abri?» est en train de changer, les explications du sans-abrisme changent également. On ne considère plus le manque de logements à un prix abordable ou la pauvreté comme les seules causes profondes du sans-abrisme; le sexisme et l'oppression à multiples facettes qui en résulte commencent à être reconnus comme étant des facteurs importants de risque du sans-abrisme à la fois temporaire et de longue durée.

Quand on définit le rôle joué par le sexisme dans la situation de sans-abrisme des femmes, il est important de prendre en considération à la fois les actes individuels de discrimination à l'égard des femmes et les facteurs institutionnels qui sous-tendent les privilèges masculins et qui contribuent au maintien des inégalités entre les sexes⁶. Les actes de sexisme interpersonnel et institutionnel contribuent au sans-abrisme des femmes de multiples façons. On a par exemple identifié le fait d'être mère célibataire comme étant un facteur majeur de risque pour les femmes en termes de sans-abrisme, parce que leur capacité à avoir un travail rémunéré peut être fortement limitée par leurs responsabilités en matière d'éducation des enfants. Le rôle d'une femme en tant que mère célibataire est intimement lié aux normes culturelles selon lesquelles la garde des enfants est «un travail de femme» et en vertu desquelles on considère que les pères ont peu de responsabilité en ce qui concerne la garde des enfants⁷. De la même façon, les pratiques sexistes dans le monde du travail contribuent au sans-abrisme des femmes. En effet, les femmes sont forcées de se regrouper dans des secteurs professionnels de survie comme des métiers de services et se voient dès lors refuser le salaire nécessaire pour assurer leur propre logement⁸. La violence conjugale, les abus sexuels et le viol sont également des formes d'oppression sexistes qui mettent les femmes en situation de risque de sans-abrisme; les femmes sans domicile ont en effet bien plus de probabilités que les femmes qui ont un logement d'avoir vécu auparavant des situations fréquentes de victimisation due à une expérience

de violence sexuelle⁹. Enfin, faire l'expérience de la discrimination en raison de son sexe peut également contribuer au niveau de stress général d'une personne. Les femmes qui sont en danger de devenir sans-abri mentionnent fréquemment le fait qu'elles sont très stressées, ce qui peut avoir un impact négatif sur leur capacité à faire face aux situations et sur leur santé mentale de façon générale¹⁰.

PRÉVENTION DU SANS-ABRISME EN TERMES DE JUSTICE SOCIALE

Comme l'expérience du sexisme contribue de façon significative à la situation de sans-abrisme des femmes, il est impératif de traiter le sexisme de façon directe par le biais d'initiatives empreintes de justice sociale afin, de réduire, en premier lieu, le risque que les femmes ne soient exclues du logement. En ce qui concerne les femmes qui sont déjà sans domicile – qu'elles vivent pour l'instant dans la rue, dans un refuge ou qu'elles «logent» chez des amis ou dans la famille – les interventions préventives prenant en compte l'impact dommageable du sexisme peuvent permettre d'interrompre la trajectoire vers le sans-abrisme de longue durée. Les approches de prévention du sans-abrisme empreintes de justice sociale consistent à adopter un objectif large, centré sur la promotion de l'égalité d'accès aux ressources et aux opportunités et du renforcement des capacités de tous les individus menacés d'instabilité en matière de logement. Les initiatives de prévention empreintes de justice sociale visent des objectifs à deux niveaux: 1) la prévention centrée sur la personne, où l'on se concentre sur le fait de répondre aux besoins émotionnels et physiques du client en lien avec le maintien du logement et 2) des approches centrées sur l'environnement, dans lesquelles on analyse la situation de manière critique et où l'on tente de modifier les structures et les pratiques institutionnelles (comme les politiques gouvernementales et les normes sociales) qui perpétuent le statu quo¹¹.

Dans l'approche de prévention empreinte de justice sociale centrée sur la personne, on se concentre sur la réduction des facteurs de risque de sans-abrisme des femmes à titre individuel en promouvant l'éducation et la culture de la sensibilisation au niveau personnel¹². On peut utiliser l'approche globale de prévention empreinte de justice sociale centrée sur la personne pour traiter une série de problèmes dans la vie

Bien qu'il soit important de se concentrer sur la prévention centrée sur la personne, on court le risque de se centrer uniquement sur les femmes sans domicile à titre individuel et d'ignorer les problèmes systémiques à l'oeuvre dans le sans-abrisme.

1 Jonathan Schwartz est Directeur du département et professeur à la New Mexico State University. Son adresse e-mail est jschwartz@nmsu.edu

2 Stephanie Chapman est étudiante en Doctorat à l'Université de Houston. Son adresse e-mail est stephiechapman@hotmail.com

3 Laura Cote González est étudiante en Doctorat à la New Mexico State University. Son adresse e-mail est lcote@nmsu.edu

4 Lori Lindley est professeur associée et coordinatrice des programmes étudiants à la Gannon University. Son adresse e-mail est lindley001@gannon.edu

5 Zugazaga, 2004

6 Schwartz & Lindley, 2009

7 Schwartz & Scott, 2009

8 Rollins et al., 2001

9 Wenzel et al., 2001

10 Rollins et al., 2001; Zugazaga, 2004

11 Kenny et al., 2009

12 Schwartz & Lindley, 2009



des femmes sans domicile. De tels services pourraient devenir des programmes d'information des femmes quant à leurs droits légaux, être une source d'accompagnement professionnel pour traiter les défis spécifiques auxquels ces femmes sans domicile sont confrontées, encourager des forces développées précédemment et apporter des stratégies d'adaptation comme la spiritualité et le soutien culturel et proposer des services de soins de santé physique, mentale et de la reproduction qui prennent en compte les besoins multiples de la population des sans-abri¹³. Bien qu'il soit important de se concentrer sur la prévention centrée sur la personne, on court le risque de se centrer uniquement sur les femmes sans domicile à titre individuel et d'ignorer les problèmes systémiques à l'œuvre dans le sans-abrisme. Le cas échéant, adopter cette approche peut, en réalité, augmenter la stigmatisation que vivent ces femmes sans domicile puisqu'on ignore les barrières systémiques qui mènent au sans-abrisme et le font perdurer.

Dans l'approche préventive empreinte de justice sociale centrée sur l'environnement, on reconnaît nombre des forces socio-politiques à l'œuvre dans l'existence d'une personne et qui ont un impact significatif sur sa vie. Dans les approches préventives empreintes de justice sociale centrées sur la personne, on propose des services visant le développement et l'accompagnement de la personne, mais les sources d'oppression systémiques sont souvent négligées¹⁵. Une approche véritablement globale du sans-abrisme et des femmes centrée sur le milieu aurait une portée large en raison du degré auquel les femmes sans domicile et leur famille interagissent avec les différents services et systèmes sociaux.

Des recherches ont été menées en matière de prévention du sans-abrisme centrée sur le milieu et elles ont eu des implications. En guise d'exemple, des femmes sans domicile ont expliqué que leurs premières préoccupations en termes de travail étaient d'ordre financier et professionnel, liés à l'éducation, au transport et au logement, c'est-à-dire des problèmes et des barrières fortement systémiques. On encourage les ergothérapeutes à utiliser un cadre de justice professionnelle participative pour analyser les injustices professionnelles et à donner des conseils en vue de négocier les obstacles et les barrières systémiques, la coordination des ressources et la mise en œuvre et l'analyse de l'efficacité des services¹⁵. En outre, si on examine le lien entre la violence conjugale et le sans-abrisme chez les femmes, on observe que le fait d'améliorer la réponse de la justice pénale est une composante cruciale de la justice sociale et du soutien social centré sur le milieu. Il est recommandé d'adopter une réponse ancrée dans la communauté coordonnée par laquelle les agents du maintien de l'ordre, le ministère public, les juges et les défenseurs de la victime s'engagent dans une formation sur la violence conjugale et mettent en œuvre un protocole visant à renforcer les capacités et en particulier la capacité d'agir de la victime¹⁶. La collaboration avec les écoles est une autre approche visant la promotion de la justice sociale centrée sur le milieu. Dans ce cadre, on peut sensibiliser aux besoins très spécifiques des familles sans domicile en formant les enseignants

et le personnel aux complexités du sans-abrisme et à ses implications pour les enfants¹⁷. En termes de soins de santé socialement équitables dans une perspective centrée sur le milieu, Holleman et al.¹⁸ ont proposé un modèle intégratif dans lequel les médecins de famille, les thérapeutes et les psychologues collaborent dans le cadre de l'offre de services. Les auteurs décrivent le succès d'un modèle de soins de santé situé dans un centre de vie transitionnel pour familles sans domicile, qui permet une meilleure continuité et une meilleure orientation des soins et améliore sensiblement la participation des clients à la psychothérapie.

Une composante essentielle de la prévention empreinte de justice sociale centrée sur le milieu doit inclure une communication entre les organisations de la communauté et les prestataires de services afin de contrer les stigmatisations de la société vis-à-vis du sans-abrisme. Il est essentiel, afin d'explorer ces partis pris et ces stigmatisations, d'éduquer le public en ce qui concerne les liens qui existent entre le sans-abrisme, la maladie mentale et les traumatismes. Les informations erronées qui circulent dans la société tendent à donner une mauvaise perception : les gens ont la sensation que les personnes sans domicile ont un contrôle sur leur situation. Par conséquent, on néglige souvent la relation entre les facteurs environnementaux, psychologiques et biologiques qui contribuent au sans-abrisme¹⁹. Une compréhension plus intégrée de la complexité du sans-abrisme permettrait peut-être de changer les perceptions, les attitudes, et les politiques à la fois du point de vue de la prévention empreinte de justice sociale centrée sur la personne et centrée sur le milieu.

Comme nous l'avons précisé plus haut, le sexisme et ses multiples conséquences négatives pour les femmes sont la cause de problèmes de stress et de santé mentale. Une étude récente comparant les besoins en matière de santé mentale des femmes dans les refuges pour personnes sans-abri et des femmes dans les refuges pour femmes victimes de violences conjugales indique que les résidentes de ces deux types de refuges avaient un taux semblable de problèmes de santé mentale et de toxicomanie, de traumatismes dans l'enfance et dans la vie et un niveau semblable de symptômes post-traumatiques. Cette étude montrait également que les services de santé mentale proposés dans les refuges pour femmes victimes de violences conjugales étaient supérieurs à ceux des refuges pour personnes sans-abri²⁰. Toute approche visant une lutte efficace contre le sans-abrisme des femmes doit également s'attaquer aux problèmes de santé mentale liés au sexisme et aux traumatismes vécus. Il existe actuellement un écart énorme entre la demande et l'offre de services de santé mentale. La disparité entre le besoin et la disponibilité de ces services est la plus importante chez les personnes pauvres qui ne peuvent se permettre des traitements coûteux, qui vivent le traitement de la maladie mentale comme stigmatisant et qui trouvent le système de services sociaux éclatés difficile à aborder²¹. Dès lors, améliorer l'accès, la qualité et le prix des services de soins de santé est une approche centrée sur le milieu essentielle pour réduire le sans-abrisme chez les femmes.

13 VanLeit, Starrett, & Crowe, 2006; Douglas et al, 2008; Buckner, Bassuk, & Zima, 1993; Bharel, Casey, & Wittenberg; 2009

14 Schwartz & Lindley, 2009

15 VanLeit et al., 2006

16 Bufkin, & Bray, 1998

17 Mule et al., 2009

18 2004

19 Buckner, Bassuk, & Zima, 1993

20 Stainbrook & Hornik, 2006

21 Conyne, 2004, U.S. Surgeon General, 1999, 2001



Les témoignages présentés suggèrent que le problème du sans-abrisme chez les femmes comporte de multiples aspects et est systémique. Les solutions doivent donc prendre en compte et traiter les multiples systèmes qui ont un impact sur les femmes. Traiter le sans-abrisme en tant que problème systémique implique que l'approche qui aura le plus d'impact sera celle qui agira sur le terrain et intégrera la communauté. Les interventions qui ne traitent pas les attitudes au sein de la communauté vis-à-vis du sans-abrisme chez les femmes ne seront pas aussi efficaces. En outre, les solutions à long terme requièrent l'adhésion de la communauté. Créer par exemple un programme de soutien aux victimes de violence conjugale, mais ne pas s'attaquer aux stigmatisations et aux attitudes sexistes qui existent au sein de la communauté et qui participent de façon insidieuse à maintenir la violence conjugale cachée, ne permettra pas de remporter des succès à long terme.

Enfin, il importe non seulement de renforcer les capacités au sein de la communauté pour prévenir les situations qui mènent au sans-abrisme des femmes de façon directe, mais également de coordonner les réponses de la communauté en termes de services aux femmes sans domicile. Une composante importante de la lutte contre le sans-abrisme chez les femmes est de travailler de façon directe à l'éradication des attitudes, des préjugés et des politiques qui oppriment les femmes. Il faut, par exemple reconnaître que les programmes sociaux les plus larges visant la prévention de la violence conjugale participent également à la prévention du sans-abrisme des femmes; les programmes centrés sur l'égalité des salaires et des chances professionnelles participent également à la prévention du sans-abrisme des femmes. De tels liens servent à rappeler combien des efforts et des solutions systémiques et sociétales sont nécessaires pour lutter de façon efficace contre le sans-abrisme chez les femmes. Il est vital que les prestataires de services aux femmes sans domicile reconnaissent qu'ils ont un rôle central à jouer dans des projets centrés sur la prévention à ce niveau plus large. Il est en outre important que les femmes sans domicile elles-mêmes voient leurs capacités se renforcer pour pouvoir s'impliquer dans ces efforts et la création d'«avocats» auprès de la communauté, qui travaillent au renforcement des capacités des femmes, en est une composante essentielle. Par exemple, un «avocat» auprès de la communauté peut mener des efforts éducatifs pour «déstigmatiser» des problèmes qui entraînent le sans-abrisme chez les femmes. Elle peut créer, par exemple, des groupes de soutien ou fournir des ateliers éducatifs destinés aux femmes en situation de sans-abrisme où l'on propose non seulement des services, mais aussi un soutien émotionnel.

RÉFÉRENCES

- Albee, G. W., & Ryan-Finn, K. D. (1993). An overview of primary prevention. *Journal of Counseling and Development, 72*, 115-123.
- Bharel, M., Casey, C., & Wittenberg, E. (2009). Disparities in Cancer Screening: Acceptance of Pap Smears among Homeless Women. *Journal of Women's Health, 18*(12), 2011-2016.
- Buckner, J.C., Bassuk, E.L., & Zima, B.T. (1993). Mental Health Issues Affecting Homeless Women: Implications for Intervention. *American Journal of Orthopsychiatry, 63*(3), 385-399.
- Bufkin, J.L. & Bray, J. (1998). Domestic Violence, Criminal Justice Responses and Sans-abrisme: Finding the Connection and Addressing the Problem. *Journal of Social Distress and Sans-abrisme, 7*(4), 1998.
- Conyne, R.K. (2004). *Preventive Counseling: Helping People to Become Empowered in Systems & Settings*, New York: Brunner-Routledge.
- Douglas, A.N., Jimenez, S., Lin, H.J., & Frisman, L.K. (2008). Ethnic Differences in the Effects of Spiritual Well-Being on Long-Term Psychological and Behavioral Outcomes Within a Sample of Conyne, R.K. (2004). *Preventive Counseling: Helping People to Become Empowered in Systems & Settings*, New York: Brunner-Routledge.
- Elias, M. J. (1997). Reinterpreting dissemination of prevention programs as widespread implementation with effectiveness and fidelity. In R. P. Weissberg, T. P. Gullotta, R. L. Hampton, B. A. Ryan, & G. R. Adams (Eds.), *Establishing preventive services* (pp. 253-289). Thousand Oaks: Sage.
- Holleman, W.L., Bray, J.H., Davis, L., & Holleman, M. (2004). Innovative Ways to Address the Mental Health and Medical Needs of Marginalized Patients: Collaborations Between Family Physicians, Family Therapists, and Family Psychologists. *American Journal of Orthopsychiatry, 74*(3), 242-252.
- Kenny, M. E., Horne, A. M., Orpinas, P., & Reese, L. E. (2009) Social justice and the challenge of preventative interventions: An introduction. In M. E. Kenny, A. M. Horne, P. Orpinas, & L. E. Reese (Eds.), *Realizing social justice: The challenge of preventive interventions* (pp. 3-14). Washington, DC: American Psychological Association.
- Mulé, C., Lippus, K., Santora, K., Cicala, G., Smith, B., Cataldo, J., & Li, C. (2009). Advancing Social Justice through Primary Prevention. *Communiqué, 37*(8), 6-8.
- Rollins, J. H., Saris, R. N., & Joston-Robledo, I. (2001). Low-income women speak out about housing: A high-stakes game of musical chairs. *Journal of Social Issues, 57*(2), 277-298.
- Schwartz, J. P., & Lindley, L. D. (2009). Impacting sexism through social justice prevention: Implications at the person and environmental levels. *Journal of Primary Prevention, 30*, 27-41.
- Schwartz, M. A., & Scott, B. M. (2009). *Marriages and families: Diversity and change* (6th ed.). Upper Saddle River, NJ: Prentice Hall.
- Stainbrook, K., & Hornik, J. (2006) Similarities in the characteristics and needs of women with children in homeless family and domestic violence shelters. *Families in Society, 87*(1), 3-62.
- U. S. Surgeon General. (1999). *Mental Health: A report of the Surgeon General*. Washington, D.C.: U.S. Department of Health and Human Services.
- U. S. Surgeon General (2001). *Mental Health: Culture, race, and ethnicity*. Washington, D.C.: U.S. Department of Health and Human Services.
- VanLeit, B., Starrett, R., & Crowe, T.K. (2006). Occupational Concerns of Women Who Are Homeless and Have Children: An Occupational Justice Critique. *Occupational Health in Therapy Care, 20*, 47-62.
- Wenzel, S. L., Leake, B. D., & Gelberg, L. (2001). Risk factors for major violence among homeless women. *Journal of Interpersonal Violence, 16*, 739-752.
- Zugazaga, C. (2004). Stressful life event experiences of homeless adults: A comparison of single men, single women, and women with children. *Journal of Community Psychology, 32*(6), 643-654.

Les interventions qui ne traitent pas les attitudes au sein de la communauté vis-à-vis du sans-abrisme chez les femmes ne seront pas aussi efficaces.



La FEANTSA est soutenu par le programme communautaire européen pour l'emploi et la solidarité sociale (2007-2013).

Ce programme a été créé pour soutenir financièrement la mise en oeuvre des objectifs de l'Union européenne dans le domaine de l'emploi et des affaires sociales, fixés dans l'Agenda social, et contribue par conséquent à l'atteinte des objectifs de la Stratégie de Lisbonne dans ces domaines.

Ce programme de sept ans vise tous les acteurs qui peuvent contribuer au développement de législations et politiques sociales appropriés et efficaces au niveau de l'emploi, à travers l'UE27, l'AELE et les pays candidats à l'adhésion.

A cet effet, PROGRESS se veut:

- Fournir une analyse et des conseils politiques sur l'emploi, la solidarité sociale et l'égalité des sexes;
- Contrôler la mise en oeuvre de la législation et des politiques européennes au niveau de l'emploi, de la solidarité sociale et de l'égalité des sexes;
- Promouvoir le transfert de politiques, de l'apprentissage et du soutien parmi les Etats Membres sur les objectifs européens; et
- Relayer les opinions des acteurs et de la société en générale.

Pour de plus amples informations, veuillez consulter :

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=327&langId=fr>

La FEANTSA est soutenu financièrement par la Commission Européenne. Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et la Commission décline toute responsabilité de l'utilisation faite des informations contenues dans le présent document.

L'image en couverture, 'Landscape II' de Charmian Edge a été gracieusement fournie par Vision Impossible au Royaume Uni



**Fédération Européenne
d'Associations Nationales
travaillant avec les Sans-abris,
AISBL**

194, Chaussée de Louvain
1210 Bruxelles
Belgique
Tél: +32 (0)2 538 66 69
Fax: +32 (0)2 539 41 74
Email: information@feantsa.org

